



Forum citoyen

« Méditerranée : une Union pour quoi faire ? »

Marseille, bibliothèque de l'Alcazar, jeudi 20 novembre

Le Forum citoyen débute à 18 heures 15.

Isabelle COUSTET.- Bonsoir à tous. Je vous remercie d'être venus si nombreux à ce Forum Citoyen du Parlement européen. Il s'agit de rencontres entre les parlementaires européens et le public sur des sujets d'actualité européenne.

Cette année, nous avons choisi de vous parler des relations entre l'Europe et la Méditerranée, sujet d'actualité européenne, relancé à l'occasion de la présidence française et également d'actualité à Marseille, puisque la conférence ministérielle des 43 ministres des Affaires étrangères de l'Europe et de la Méditerranée s'est tenue les 4 et 5 novembre derniers à Marseille.

Nous avons choisi aujourd'hui de vous donner l'occasion de comprendre ce qui s'était passé et, surtout, de poser vos questions à nos députés européens.

Ce forum est organisé dans le cadre de la « Semaine économique de Méditerranée ». Il s'agit de l'une des manifestations de cette semaine "ouverte" au grand public.

Ce forum est également organisé dans le cadre de « L'année européenne du dialogue interculturel ». Nous avons choisi de vous présenter en introduction à ce débat une conférence sur le dialogue

Forum Citoyen – Marseille – le 20 novembre 2008 - Méditerranée : une union pour quoi faire ?
PARLEMENT EUROPEEN - Bureau d'information pour le Sud-est - www.forumcitoyen.eu
vos commentaires, vos réactions sur www.leblogdesmidis.eu
les propos des intervenants n'engagent pas le Parlement européen en tant qu'institution.



interculturel et sa philosophie appliquée aux relations en Méditerranée, et le choix de l'intervenant est apparu comme une évidence, à savoir Salah Stétié que je ne vous ferai pas l'affront de vous présenter.

Tout de même, deux mots pour vous dire que si ce choix était une évidence, c'est parce que Salah Stétié est non seulement un grand poète, mais aussi un essayiste et un traducteur, auteur de nombreux ouvrages et qui a su utiliser tous les modes d'écriture.

Non content d'être poète, Salah Stétié est aussi diplomate. Il a longtemps été en poste à Paris à l'UNESCO, ambassadeur au Maroc et également à La Haye Il possède donc le recul nécessaire pour appliquer la philosophie du dialogue interculturel à la réalité politique actuelle. C'est un homme d'une rare qualité qui nous fait l'honneur de nous apporter sa réflexion en amont de nos discussions.

Je n'en dirai pas plus, Monsieur Stétié, et je vous remercie beaucoup d'être venu à Marseille. Je vous laisse la parole. (*Applaudissements*)

Conférence d'introduction.

« Dialogue interculturel et Méditerranée » par Salah Stétié, auteur de « Culture et violence en Méditerranée », Acte Sud 2008.

Salah STETIE.- Merci Mesdames et Messieurs les Députés, Mesdames et Messieurs, je suis heureux d'être à Marseille, ville que je connais depuis longtemps, et dont j'ai le privilège d'avoir été fait citoyen d'honneur. Je suis donc un peu comme chez moi...

Je suis heureux notamment de voir dans la salle de nombreux jeunes, c'est-à-dire des personnes qui vont de plus en plus être porteuses de ces projets liés à la Méditerranée dont nous débattons aujourd'hui.

Il est 18 heures 15, on m'a demandé de parler pendant une heure, mais je parlerai peut-être un peu moins, nous verrons. Bien entendu, c'est la discussion qui va nous éclairer les uns et les autres.

Je suis toujours un peu troublé lorsque je fais une conférence et je me souviens parfois de cet échange entre deux conférenciers – on dit que l'on ne prête qu'aux riches -, l'un disant à l'autre, l'un étant Alphonse Allais : « *Ce qui m'ennuie, chaque fois que je fais une conférence, c'est que la personne assise au premier rang regarde sa montre toutes les cinq minutes* ». Alphonse Allais lui répondit : « *Il y a pire : il y a celle qui, après avoir regardé sa montre...* »

(*Monsieur Stétié fait le geste de porter la montre à son oreille.*) (*Rires*)

J'espère que nous n'en arriverons pas là !

Je conçois ce que je vais vous dire sous la forme suivante : je vais d'abord, pour parler de la culturalité de cette mer qui nous rassemble et qui fait que nous nous ressemblons, faire devant vous un portrait de la Méditerranée. Ensuite, en partant du projet euro-arabe, eurosud, parce qu'il n'est pas uniquement euro-arabe (il y a également la Turquie, Israël et d'autres pays de la Méditerranée qui sont parties prenantes au projet), je noterai particulièrement un certain nombre de points qui seront ma contribution au dialogue, adhésions et objections, que nous engagerons tout à l'heure.

Forum Citoyen – Marseille – le 20 novembre 2008 - Méditerranée : une union pour quoi faire ?
PARLEMENT EUROPEEN - Bureau d'information pour le Sud-est - www.forumcitoyen.eu
vos commentaires, vos réactions sur www.leblogdesmidis.eu
les propos des intervenants n'engagent pas le Parlement européen en tant qu'institution.



I – La Méditerranée existe-t-elle ?

Je me pose la question : la Méditerranée existe-t-elle ?

Sur la carte, la Méditerranée est cette espèce de faux rectangle bleu qui fait semblant de se fermer jalousement sur lui-même, mais si on l'observe attentivement, on la voit qui s'ouvre par trois portes sur l'immense et multiple univers mêlant à Gibraltar ses eaux à celles de l'Ouest atlantique, accueillant avec précaution par le canal de Suez le monde énigmatique et des dieux du Sud et de l'Est, tendant entre la rive du Bosphore ce que l'on appelle si joliment un « bras de mer » vers les dieux anciens et nouveaux du Nord et du Nord-est. Ainsi, par trois portes seulement, la Méditerranée parvient à regarder vers les quatre points cardinaux.

Dans cette démarche improbable du trois qui sait être quatre, je veux voir un symbole du destin singulier de la Méditerranée où les mesures les plus précises sont faussées par l'intervention du miracle, où l'inspiration qui n'est, au demeurant, que la réponse à l'inspiration vient faire, à chaque instant, voler en éclat le règne des règles.

J'entends bien que ces règles, c'est nous, Méditerranéens, qui les avons inventées. Le goût et le sens des définitions, la loi écrite, le code, le code Napoléon, sont des créations spécifiquement méditerranéennes. Nous avons imaginé de diviser, puis de choisir, de séparer et de bâtir. Nous n'avons voulu garder dans notre choix - on nous le reprochera, d'ailleurs, souvent - que les éléments susceptibles de rendre l'univers habitable. Pour assurer nos conquêtes sur l'incohérence et le tumulte, nous avons eu le courage de faire violence à la nature : nous avons inventé la ligne droite, la colonne, la sphère et la demi-sphère, la coupole. Nous sommes les pères du syllogisme, du nombre d'or et de ce syllogisme déguisé qu'est l'arabesque.

Ces signes de notre culture ont ceci de commun qu'ils peuvent intégrer l'autre en le ramenant au même afin qu'à travers et au-delà de la diversité illusoire des apparences, ils rejoignent le lieu d'identité. C'est le but du dialogue interculturel.

La différence, oui, mais la convergence également. La volonté d'enracinement, mais aussi la propension à un certain déracinement qui nous permet d'habiter le lieu de l'autre tout en ne perdant pas nos racines. Et cela, ce sont les Méditerranéens qui, les premiers, sont à l'origine de cette attitude philosophique et même au-delà de la philosophie ontologique.

A l'heure où les maîtres ténébreux de la profonde Asie imposaient à l'homme de s'évanouir et de se fondre dans la respiration obscure du cosmos, nous avons convoqué et adopté cette assemblée de dieux légers et heureux dont les temples ruinés continuent de dresser, sur tous les rivages de la mer partagée, leur défi souriant. Ainsi, l'anthropomorphisme est, lui aussi, une philosophie proprement méditerranéenne. A la frontière du logique et du moins logique, du clair et du moins clair, nous avons capté ces rapports les plus ténus et les plus fluides où l'esprit réfléchit le monde, qui le lui rend, pour d'éternels et d'harmonieux échanges. Vieille image : Orphée chante et les villes s'édifient.

La Méditerranée, justement, a inventé la ville dans la définition que nous connaissons, à savoir ce point d'interdiction des forces et des formes, forces elles-mêmes dégagées de toutes celles qui lui ont donné naissance et formes en qui viennent s'exalter dans la totalité obtenue des formes partielles soudain bien plus insignifiantes d'être intégrées à un concert.

Forum Citoyen – Marseille – le 20 novembre 2008 - Méditerranée : une union pour quoi faire ?
PARLEMENT EUROPEEN - Bureau d'information pour le Sud-est - www.forumcitoyen.eu
vos commentaires, vos réactions sur www.leblogdesmidis.eu
les propos des intervenants n'engagent pas le Parlement européen en tant qu'institution.



Je dirai, tout à l'heure, à quel point nous savons aussi être destructeurs et divisés. Mais enfin, notre objectif est essentiellement de créer un lieu habitable. Pour nous d'abord, pour nous et les autres ensuite, non par amour des autres.

D'ailleurs, première réaction du Méditerranéen qui existe dans toutes les langues de la Méditerranée, première réflexion : « *hostes, hospis* : étrangers, ennemis ». Nous commençons par avoir peur de l'autre, nous ne voulons pas de lui. Ensuite, nous négocions, nous l'acceptons et Athènes vaincue finit, comme nous le savons, par coloniser Rome et l'empire romain vit sur les valeurs de la ville et de la civilisation qu'il a dominées.

D'ailleurs, importance de la ville dans la formule, cette complémentarité antithétique, qui fait que nous connaissons tous la formule du Pape lorsqu'il s'adresse à son public : « *Urbi et orbi* », la ville et le monde. La ville est essentielle, elle est clef.

Athènes s'oppose au cosmos mais s'oppose aussi à d'autres villes comme à autant d'entités absolues. Sparte ou Troie, Sion ou Tyr, ville fabuleuse du Liban, mon pays, observent sans aménité une autre ville très importante dans la civilisation : Byblos, ville phénicienne.

Rome s'établit sur les ruines d'Albe avant de guerroyer infatigablement contre Carthage. Antioche sera la capitale du premier christianisme triomphant et semble ainsi défier Damas la romaine ou Jérusalem la crucifiante.

Villes prestigieuses, astres solitaires brillants de tous leurs feux dont ceux des incendies qui souvent les dévorèrent comme Alexandrie, Palmyre, Petra et d'autres. Plus tard, il y aura face-à-face, pour de longs siècles, Rome et Byzance, Venise et Florence, puis Venise et Constantinople, Gènes et Naples, Cordoue et Séville ou Grenade, Barcelone et Marseille et ainsi de suite.

Toute cité à qui il arrive d'être des Etats ; c'est dire l'importance, une fois de plus, de la ville ! Alger et Tunis, quant à elles, vont jusqu'à donner leur nom à la totalité des terres. Tunis est la capitale de la Tunisie et, en arabe, Tunis est la ville et Tunis est le pays. En arabe, Alger, El Jazaïr est la ville et c'est également le pays.

Les Méditerranéens ne se contentent pas de créer ces villes, ils les réfléchissent. Platon, certes, mais aussi Machiavel, Ibn Khaldoun au XIV^e siècle, expliquent tout le processus de la civilisation par le conflit jamais apaisé entre les citadins et les bédouins, les hommes des bourgs et ceux des tribus, les enracinés et les déracinés.

En arabe, comme en français et en latin, le mot qui dit « civilisation » a une connotation citadine : Madamija dérivant de Medina, la Médine, la ville. Oum el Moudoum étant la mère des villes et c'est la Mecque, matrice de tous les développements culturels, ainsi fondamentalement liée au développement urbain affirmé comme tel, et en français, la *civis* va donner la civilisation.

Qui dit ville dit rapports organisés entre les hommes, dit nécessairement justice. Il n'y a pas de rapports organisés entre les hommes sans justice.

D'autres formes de planification des relations humaines sont envisageables au sein d'autres types d'organisations communautaires. Elles supposent toutes un minimum de justice distributive, alors

même que la structure sociale est strictement hiérarchisée. Il reste que c'est le milieu le plus propice à l'élaboration contre la tentation lourdement pyramidale d'une égalité par la base.

Face à la pyramide, création intégrée à l'imaginaire méditerranéen dont elle est même l'une des réalisations les plus spectaculaires, nous inventerons la harpe des colonnes chantée par Valéry où, elle aussi, issue de l'égalité la plus juste des proportions, fille de la géométrie et des symétries qu'elle engendre, la coupole et son piège mathématique.

La ville, espace favorable à la naissance de la démocratie déplie l'une après l'autre, dans ses projections figurées, ses possibilités démocratiques.

La démocratie fut-elle, comme il est arrivé, comme il arrive souvent, combattue tout le temps et partout, et dans l'espace méditerranéen, dominée, éclairée par les projections que j'évoque, l'une des victoires visibles de cet espace.

Tout à l'heure, sans doute, vous me demanderez pourquoi la démocratie au Nord et pourquoi pas au Sud. J'essayerai de réfléchir avec vous sur cette importante question.

Toutes ces idées et leurs articulations, vous m'excusez de vous les donner un peu en vrac, à l'image de ce désordre contre lequel, en toutes ses concrétisations, la Méditerranée a toujours lutté. En quoi, pourtant, elle a toujours puisé le meilleur d'elle-même sans hésiter à se contredire au nom d'une logique plus fine que l'apparence. Car la Méditerranée, mer partagée, quand elle n'est point par la force des choses *mare nostrum*, est depuis toujours, le lieu que l'on ose qualifier de « géométrie » mais qui n'en reste pas moins focalisateur de toutes les contradictions de la planète ! Et je n'exagère pas : Orient/Occident, Est/Ouest, Nord/Sud.

Dans le conflit central, dans les conflits centraux qui opposent ces différentes directions de la Rose des vents. Ce conflit, que l'on serait tenté de dire structural depuis des siècles qu'il existe et se manifeste sous des formes parfois violentes, parfois latentes, cristallise chaque fois qu'il le peut, autour des raisons qu'il peut et, ce faisant, maintient à travers la motivation occasionnelle et des investissements circonstanciés, historiques, idéologiques, économiques ou culturels, c'est-à-dire aussi religieux, sa virulence originelle. Cette virulence selon la séquence et bien des rapprochements paradoxaux se métissent curieusement de ceux-ci qui récusent ceux-là ou de ceux-là qui récusent ceux-ci. Il est même arrivé souvent, dans l'ère socioculturelle envisagée, que le plus fort ayant absorbé le plus faible, celui-ci finisse par prendre sa revanche en dévorant de l'intérieur son dévoreur.

Je vais citer le cas d'Athènes et de Rome. On peut également citer dans l'histoire le cas des Arabes et des Perses. Les Arabes s'emparent de la Perse, mais finalement, c'est la Perse qui donne au monde arabe une grande partie de la civilisation du monde arabe. Et c'est identique, par exemple, entre les Turcs et les Arabes. Les Turcs dominent les Arabes, mais les Turcs prennent à leur compte la religion des Arabes et beaucoup des signes de leur culture.

Les Méditerranéens ont les dents longues, et ils ne consentent pas aisément à se laisser inscrire au livre de l'histoire pour profits et pertes.

Certes, cela ne se fait pas tout seul ; ne se fait jamais tout seul ! Hommes de la Méditerranée, nous sommes des hommes d'un certain ordre. C'est pourquoi nous commençons par récuser violemment Jésus-Christ. Nous dénaturons Al-Hallâj, le grand mystique musulman du X^e siècle. Nous le



crucifions, nous le brûlons, nous jetons ses cendres dans le Tigre. Nous persécutons Galilée. « *Et pourtant...* », disait celui-ci, sous l'urgence de l'accusation d'impiété. Et nous finissons par admettre qu'il avait raison. Nous lui élevons un tombeau au cœur même de Florence dans la plus belle église de cette ville à Santa Croce.

Hommes d'un certain ordre, mais non d'un ordre certain, définitif. Notre vérité, chèrement acquise, est au prix de cette hésitation, de la réfutation permanente du « pour » par le « contre », du « contre » par le « pour ». C'est parce que nous rectifions sans cesse l'un par l'autre que nous avons l'air peut-être aujourd'hui d'avancer plus lentement, plus timidement que d'autres ethnies, que d'autres races ayant su se satisfaire plus vite que nous en nous empruntant délibérément l'un ou l'autre terme de notre féconde ambiguïté.

La justice, les Russes en feront le communisme. La liberté, les Américains en feront le libéralisme. Les Russes paieront chèrement le prix du communisme, et nous sommes, avec les Américains, en train de payer le prix, n'est-ce pas Monsieur l'économiste, du libéralisme excessif. Alors que nous, nous avons toujours su dans l'histoire rester dans l'ambiguïté, et je dirais sur la ligne médiane, et souvent sur la ligne de crête.

Je voudrais rappeler un échange entre deux peintres, un Méditerranéen, Juan Gris, que vous connaissez, l'Espagnol, le Catalan ; l'autre, Braque qui n'est pas méditerranéen mais dont toute l'oeuvre est liée à la Méditerranée, par Collioure, le cubisme qu'il prend à Picasso. Vous connaissez le mot de Picasso à propos de Braque. Il disait, au moment du cubisme : « *Braque est ma femme.* » disant par là que Braque avait pris chez Picasso tous les éléments de ce raffinement qui était le sien.

L'échange entre Braque et Gris est le suivant. Gris dit à Braque : « *J'aime la règle qui corrige l'émotion* ». Braque lui répond : « *J'aime l'émotion qui corrige la règle* ».

Et c'est toujours dans ce croisement que notre destin intellectuel se joue.

II – Méditerranée d'aujourd'hui : interrogations et perspectives

Je voudrais en venir maintenant à ce qui m'apparaît comme le plus grand enjeu de l'avenir au regard de l'ère méditerranéenne et de ses preuves. Ces enjeux sont tous contenus dans une question unique : l'Europe, Mesdames et Messieurs les Députés européens, va-t-elle se faire ? Vous dites qu'elle est faite. Non ! Elle ne l'est pas.

Bien des faits indiquent qu'elle se fera et, même malgré la conjuration des obstacles que l'on sait, dans des délais acceptables. Tous ceux dont je suis, qui supportent mal l'idée de l'hégémonie américaine sur notre désormais si petite planète, ne peuvent que se réjouir de voir se constituer l'indispensable « contre quoi » dont la terre a besoin pour mieux tourner. Les Etats-Unis sont un grand pays, un grand peuple, je n'en disconviens pas, mais chacun en a conscience : ils se métamorphosent souvent en puissance impériale. Les empires - l'histoire nous l'enseigne chaque jour un peu plus - ne peuvent par leur nature même engendrer que le mal.

Les Etats-Unis sont en train de devenir l'empire absolu, et nous le voyons : ils ont la grippe, nous avons tous la grippe aujourd'hui, malgré le Dr Obama, le pauvre !

C'est pourquoi, pour le salut de la planète, pour le salut des Etats-Unis, il est vivement souhaitable que l'Europe se mette enfin à exister. Il serait pourtant dangereux que ce soit une Europe « *made in USA* » qui soit appelée à voir le jour. Cette Europe-là, qui se ferait plus ou moins à Washington avec la complicité de certains Européens pour qui l'Atlantique n'est tout au plus qu'un hiatus insignifiant et infranchissable, cette Europe serait la pire des entités parce qu'elle ne serait qu'une illusion dramatique au double sens de l'adjectif en qui se croisent réalité et fiction, un interlocuteur inventé pour les besoins d'une cause imaginaire et d'une dualité en trompe-l'œil, une symétrie contrefaite et contrainte. Ce qu'en termes d'architecture, on appelle une « fausse fenêtre ».

Une Europe née dans ces conditions-là, qui se formerait autour d'un axe Washington/Londres/Berlin ne serait, selon moi, qu'une contrefaçon de l'Europe.

C'est au Sud que l'Europe prit naissance, en partant de la Méditerranée des origines. Comme un papier buvard sur une grande tâche d'encre, elle s'est faite en absorbant le bleu, bleu philosophique, bleu prophétique. Je rappelle que son nom, Europe, est celui d'une petite princesse de chez moi... Europe était la fille du roi Agénor de Tyr. Une jolie jeune fille, comme le sont souvent les Libanaises... (*Rires*)...qui jouait sur la plage lorsqu'elle est remarquée du haut du ciel par un monsieur très important, un certain M. Zeus qui se dit, j'espère en termes moins familiers : « Je me ferai bien cette petite ! » (*Rires*)

Pour cela, il se déguise - il a tous les moyens du roi des dieux - en taureau. Vache folle avant la lettre, taureau blanc. Il arrive en nageant, sort de la mer, va sur la plage de Tyr et, là, le taureau blanc s'approche du groupe des jeunes filles qui ont peur, mais enfin, il est tellement gentil. Il s'agenouille devant elle et Europe se juche sur son dos. Il s'en va aux grands cris de la petite bande. Il va en Crète et il reprend son apparence de roi des dieux et, comme vous le savez, ce sera à la fois l'origine du Minotaure mais aussi de la tragédie grecque, puisque le cycle des Atrides est né là. Ce qui naît aussi à ce moment-là, Europe ayant un frère nommé Cadmos, ce frère va aller à sa recherche et il va par les chemins du monde. Il emporte dans sa besace d'itinérant les 24 signes de l'alphabet phénicien.

Si nous sommes ici aujourd'hui à parler de tout cela, c'est parce que celui-ci est en réalité un mythe solaire, un mythe stellaire, le soleil et la lune. Europe c'est la lune, le soleil la poursuit, et c'est à cause de la petite jeune fille de la plage de Tyr en Phénicie. Vous êtes là à cause de moi ! (*Rires*)

Alors, ce que je voudrais dire pour finir cette partie de mon exposé devant vous, mes Chers amis, c'est que, sur la carte, la Méditerranée est un rectangle presque imperceptible mais c'est là que sont nées deux inspirations essentielles.

D'une part, les trois religions dites abrahamiques : Moïse, Jésus et Mahomet sont des Méditerranéens. Mahomet est un Méditerranéen profond, mais l'Islam va monter très vite vers le Nord et il va aller vers l'Ouest, vers l'Espagne. Il va conquérir l'Ouest. Ce sont les trois *credos* abrahamiques qui naissent en Méditerranée.

Mais aussi, ce qui va naître en Méditerranée, aux deux bouts de la Méditerranée d'une certaine façon, c'est la philosophie, la rationalité, la Grèce, Empédocle, Démocrite, mais Platon, Socrate, Aristote et, ensuite, en Andalousie, par les Arabes qui vont prendre l'héritage grec, le traduire et le communiquer à l'ensemble de l'Europe, ce sera de très grands philosophes comme Averroès, Ibn al-Arabi, Ibn Rochd, Maimonide. La grande inspiration religieuse et la grande construction philosophique

Forum Citoyen – Marseille – le 20 novembre 2008 - Méditerranée : une union pour quoi faire ?
PARLEMENT EUROPEEN - Bureau d'information pour le Sud-est - www.forumcitoyen.eu
vos commentaires, vos réactions sur www.leblogdesmidis.eu
les propos des intervenants n'engagent pas le Parlement européen en tant qu'institution.



vont naître en Méditerranée. Je suis de ceux qui croient qu'aujourd'hui, partout dans le monde où l'on évoque Jésus, Moïse, Mahomet, Aristote, Maimonide ou Ibn al-Arabi ou encore Averroès, qu'on est en Méditerranée. Et cela fait beaucoup de taches bleues sur la mappemonde. N'ayons donc aucun complexe d'infériorité à l'égard de ces grands empires qui se bâtissent aujourd'hui sous nos yeux, ni bien sûr à l'égard des Etats-Unis qui, après tout, viennent de nous, n'est-ce pas ?

Il ne faut pas oublier que l'Amérique latine s'appelle « l'Amérique latine ». C'est un continent. Les Etats-Unis sont fils de l'Europe et, comme vous le savez, on pense que d'ici 50 ans, la majorité des habitants des Etats-Unis seront des hispaniques, donc des Latins, sans compter la mer des Caraïbes et les Antilles.

Nous sommes beaucoup plus étendus, plus importants dans l'histoire de l'humanité aujourd'hui qu'on ne veut le dire. Je me dis souvent que l'Europe serait bien inspirée de revenir à ses sources qui sont méditerranéennes. C'est vrai, la technique, la technologie, la science est fille de la Méditerranée. La géométrie, l'algèbre sont nés en Méditerranée. Les algorithmes sont nés en Méditerranée ainsi que la médecine et ainsi de suite.

Les choses ont changé. Le Nord a aujourd'hui à sa disposition la technique et la technologie, et il en profite pour avoir une sorte de complexe de supériorité à l'égard des Méditerranéens, la Méditerranée étant ravalée au rôle de conservatoire. C'est une « Méditerranée musée » - ce qui est faux - où l'on vient du Nord par tribus entières l'été respirer l'air de chez nous, voir le bleu de chez nous, se tremper dans la mer de chez nous, se dorer sur le sable de chez nous et manger les tomates de chez nous ! Je ne sais pas si vous avez mangé des tomates hollandaises, j'ai été ambassadeur en Hollande, mais c'est tout sauf des tomates ! (*Rires*)

N'ayons donc aucune espèce de timidité, ni de complexe d'infériorité à l'égard des personnes du Nord, même s'il m'arrive quelquefois de penser que les ordinateurs, s'ils avaient eu des cheveux, seraient blonds.

Insoutenable orgueil, inadmissible prétention si l'on veut, il n'en reste pas moins que nous sommes, je vous le dis, quelques-uns à défendre ces évidences et à juger que le plus performant des ordinateurs ne sera jamais Socrate, notre Socrate, qui pensée et passion mêlées, dit à lui seul le difficile honneur d'être un homme.

Je passe maintenant, après ce portrait, à la Méditerranée d'aujourd'hui : interrogations et perspectives.

Je me dis qu'aujourd'hui, par tous les problèmes qu'elle pose, la Méditerranée se trouve bien au sein de bien des préoccupations de la planète. Longtemps, on l'a cru morte, on a voulu en faire une « Méditerranée musée », un espace monumental voué au grand raffinement des révélations esthétiques du passé.

Mer où sont nés tous les mythes qui nous gouvernent. Mer des trois credos abrahamiques. Mer où la grande poésie épique et lyrique a vu le jour. Mer du philosophe qu'alimentent aujourd'hui encore la pensée et le débat sous toutes ces formes. Non ! Non ! La Méditerranée n'est pas morte !

Le poids de ses cultures contrastées et complémentaires ne l'a pas tuée.

Forum Citoyen – Marseille – le 20 novembre 2008 - Méditerranée : une union pour quoi faire ?
PARLEMENT EUROPEEN - Bureau d'information pour le Sud-est - www.forumcitoyen.eu
vos commentaires, vos réactions sur www.leblogdesmidis.eu
les propos des intervenants n'engagent pas le Parlement européen en tant qu'institution.



Fini l'empire colonial après la fin de la Seconde Guerre mondiale. La Méditerranée se réveille, comme parfois ses volcans, avec violence. Elle réclame sa place dans le nouveau concert des nations, la reconnaissance de ses identités multiples, la justice, l'égalité dans la conscience de soi reconquise.

Les revendications se font parfois, souvent même, dans le désordre, dans l'irrationalité, parfois même dans le sang, à savoir le conflit israélo-palestinien, la guerre civile libanaise, la montée des intégrismes, les problèmes de la Yougoslavie, les problèmes des basques, le problème corse... Il faut noter que tout cela est inscrit dans notre histoire la plus contemporaine, le tout attisé par l'aveuglement et l'égoïsme occidentaux, l'incompétence des plus puissants - les Etats-Unis d'Amérique -, l'impéritie des autres et, notamment, l'impéritie des Européens.

Comment, dans ces conditions, et voilà alors le panel de problèmes qui se posent : résoudre les questions nouvelles et souvent terribles qui se posent et ne trouvent pas, depuis un demi-siècle ou des dizaines d'années, leur solution ; l'interminable conflit israélo-arabe ; la montée des intégrismes ; les tensions du Liban ; les effets du terrorisme en Afrique du Nord ; l'instabilité et les impasses surgies dans l'ex Yougoslavie ; la volonté de la Turquie de faire partie intégrante de l'Europe. Et en marge de tout cela, à la périphérie, mais issues de tout cela, les guerres d'Irak et même d'Afghanistan, la montée en puissance de l'Iran, les crises issues d'une mondialisation mal pensée et mal faite.

C'est à cet ensemble de questions que ma réflexion et notre dialogue vont peut-être essayer de répondre.

L'importance de la Méditerranée, comme je l'ai dit, est beaucoup plus considérable que cela n'en a l'air. C'est là, en Méditerranée, que se rencontre (c'est le seul endroit au monde) trois continents : l'Afrique, l'Asie et l'Europe. Trois continents se sont donnés rendez-vous, chez nous ! C'est fabuleux ! D'autre part, longtemps, elle a été la voie de communication principale entre ces continents.

Une chose m'étonne aussi et je la trouve admirable : c'est notre curiosité. Nous sommes des gens très curieux. C'est nous qui sommes allés tout le temps à la découverte des autres. C'est Christophe Colomb, Vasco de Gama, Amerigo Vespucci, Ibn Khaldoun, Ibn Battouta, Ibn Jaber. C'est nous qui allons en Chine, en Inde, en Amérique, ce que l'on appellera l'Amérique. Aucun Chinois n'est jamais venu nous rendre visite pour savoir qui sont ces personnes de l'autre côté de la Route de la soie. Aucun Indien n'est venu nous rendre visite, c'est nous, depuis Marco Polo, qui sommes allés à la découverte des autres. Je trouve que c'est tout à fait à notre honneur. Ce goût de l'autre, ce besoin de l'autre est tout à fait à notre honneur.

D'où vient le prestige malgré tout de la Méditerranée ?

C'est d'abord un très bel endroit de la planète, très riche, très contrasté et où tout le monde, à un moment donné ou à un autre, a voulu s'y installer mais il y avait des personnes sur place. On voit cela avec le conflit israélo-arabe, israélo-palestinien. Vous vous souvenez du slogan ? On disait de la Palestine : *"Une terre sans homme pour des hommes sans terre"*. Les survenants arrivent et sont très étonnés : il y a des hommes. C'est le début d'un conflit interminable. Les gens arrivent et disent : *"Pousse-toi de là que je m'y mette"*. Mais celui qui est là n'a pas du tout envie de se pousser ! Il recule un peu, surtout si celui qui vient est plus fort que lui, et cela fait beaucoup de guerres. La Méditerranée dans son histoire, et aujourd'hui encore, est l'un des endroits du monde le plus violent de l'histoire. Il n'y a pas, dans l'histoire de la Méditerranée, sauf peut-être et encore, pendant deux

Forum Citoyen – Marseille – le 20 novembre 2008 - Méditerranée : une union pour quoi faire ?
PARLEMENT EUROPEEN - Bureau d'information pour le Sud-est - www.forumcitoyen.eu
vos commentaires, vos réactions sur www.leblogdesmidis.eu
les propos des intervenants n'engagent pas le Parlement européen en tant qu'institution.



siècles du temps de l'empire romain, ce lac de paix qui est chanté par les uns ou les autres. C'est de tout temps : *"Pousse-toi de là que je m'y mette"*.

C'est aussi : *"Mon Dieu est meilleur que le tien"*. Et puis, à force de se mélanger et de faire place, parce que le plus fort prend la place du plus faible, il ne l'élimine pas, mais enfin il le domine, finalement, et le survenant dit après tout : *"Ton Dieu vaut bien le mien"*. En définitive, il dit : *"Ton Dieu est meilleur que le mien"*. La Méditerranée vit sur ce type de compromis qui finit par devenir souvent une osmose. C'est prodigieux. Nous sommes des peuples capables d'osmose. Prenez une ville comme Marseille. Elle en a vu ! Il y a eu les Phéniciens d'où vient (on ne le sait pas assez) son nom. Tous les noms en Méditerranée qui commencent par « mars » sont des villes d'origine phéniciennes. « Mars », en phénicien, veut dire « port ». Vous avez Marsa Matrouh, La Marsa, Mers el-Kébir, Marseille. Même si les Phocéens sont venus après, à l'origine, Marseille était un comptoir phénicien. Et je réclame pour le Liban un devoir de présence à Marseille, présence permanente. (Rires)

Il faut en même temps voir dans cette adaptation des Méditerranéens et cette indifférenciation, une des origines en même temps du scepticisme méditerranéen. Les Méditerranéens sont prudents, sceptiques. Ils acceptent le dieu l'autre. Les Romains font beaucoup mieux : ils prennent les dieux en gros. Ils conquièrent l'Egypte et ne font pas de détails : *"On prend tout !"*. Ils les adaptent à leurs dieux, mais en même temps, il y a toujours cette prudence des Méditerranéens où on voit monter le scepticisme.

Le premier grand sceptique de l'histoire de la pensée est un Méditerranéen : Apulée qui a inventé d'une certaine façon le doute philosophique.

Les trois religions ont beaucoup de différences, les trois credos abrahamiques, mais toutes les trois se réclament d'Abraham et des trois vertus théologiques, mais chacune de ces trois religions insiste sur l'une des trois vertus théologiques : le judaïsme sur l'espérance, l'espérance de la terre promise, le christianisme sur la charité et l'Islam sur la foi. Finalement, il y a des porosités d'une religion à l'autre et c'est pourquoi je dis que, dans leurs divergences, les peuples de la Méditerranée savent converger.

Aussi, ils savent aller vers l'autre, comme je l'ai dit, pas seulement au XV, XVI^e siècle, mais dès l'origine.

Par exemple, prenons les premiers navigateurs. Vous savez comment on naviguait dans l'antiquité ? On faisait du cabotage, c'est-à-dire en ne perdant jamais la côte de vue. Si on perd de vue la côte, on est perdu. Les Phéniciens, pardonnez-moi, j'ai l'air d'être nationaliste, mais les Phéniciens ont découvert un repère, un point fixe dans le ciel : l'étoile polaire et Vénus. Pendant 600 ans, ils ont été les maîtres de la mer. Ils ont été très loin, probablement jusqu'en Bretagne, à la recherche de l'étain, et, on le sait par Strabon, jusqu'au golf du Gabon. Ils ont créé des comptoirs partout dont Carthage.

Et puis un jour, il s'est trouvé un traître qui a vendu la mèche aux Grecs et ces derniers sont devenus les maîtres de la mer, mais les Phéniciens avaient aussi inventé quelque chose d'autre pour approcher les hommes : l'alphabet. Avant, il fallait des tonnes de hiéroglyphes pour arriver à communiquer d'une civilisation à une autre. L'alphabet, en 24 lettres, puis 28, puis 22, était le moyen le plus rapide pour communiquer. Toute notre bibliothèque est fondée sur l'alphabet phénicien.

Une autre façon de communiquer inventée par les Méditerranéens est le commerce. Nous sommes, nous le savons, de grands commerçants. Nous sommes ceux qui aiment vendre et acheter. Curiosité des autres, mais curiosité des créations des autres, des objets des autres, des denrées des autres. Par conséquent, nous avons beaucoup voyagé pour le commerce. Le commerce des denrées est aussi le commerce des idées.

On commence par vendre des raisins secs, des verreries et on finit par communiquer sur le plan spirituel et intellectuel. Ceci, également, est à mettre aux comptes des Méditerranéens.

Que vous dirais-je encore ?

Je voudrais avoir le temps pour vous parler aussi de la création de l'art.

Nous sommes, dans notre Région du monde - je laisse de côté pour le moment tout le monde de l'Asie du sud et du sud-est qui est avec le bouddhisme une des grandes entités culturelles de la planète -, mais nous sommes, nous et nos prolongements, Amérique latine, Amérique du Nord, de grands créateurs, non seulement d'idées mais aussi de formes. Beaucoup de grands artistes sont nés en Méditerranée.

J'en cite quelques-uns : Zeuxis, Phidias, Praxitèle, Léonard, Le Gréco, Paul Cézanne, notre voisin, le peintre de l'Estaque, de la Sainte Victoire, si bien nommée, et qui est à l'origine pratiquement de toute la peinture moderne.

Cela dit, la mer pour nous a toujours été un élément différent et semblable. Nous sommes des riverains de cette mer qui est celle de toutes les aventures et aussi des plus dangereuses entre elles. C'est ainsi que deux de nos chefs d'oeuvre les plus remarquables et les plus anciens ont pour héros la mer. Citez-moi ces deux chefs-d'oeuvre ?

Deux chefs d'oeuvre de l'humanité qui ont pour héros la mer : « *l'Odyssée* » avec Ulysse et, du côté arabe, les « *Mille et une nuits* » avec Sindbad le Marin.

Savez-vous ce que Platon disait ? « *Il y a trois espèces d'hommes : les vivants, les morts et ceux qui vont sur la mer* », c'est-à-dire qui sont entre la vie et la mort. On ne sait pas à vrai dire où les situer.

J'ai dit que la Méditerranée est aussi à l'origine de la pensée philosophique et, tout compte fait, vous devriez lire le grand livre - vous l'avez tous lu - de Fernand Braudel : « *La Méditerranée et le monde méditerranéen au temps de Philippe II* ». Pourquoi ne vous conseillerais-je pas aussi un livre intitulé « *Culture et violence en Méditerranée* », qui est de Salah Stétié... On peut le lire aussi, je crois, avec un certain profit. (*Rires*)

Maintenant, parlons du projet de l'Union pour la Méditerranée, et j'en terminerai.

Ce projet, soutenu par la France, tient au coeur du Président français au point qu'il a voulu, dès le début, en faire un des grands chantiers de son mandat. Il est vrai qu'avec la France et la Méditerranée, notamment le Sud de cette mer, il existe une longue histoire et un destin partagé du fait de l'histoire, de la géographie, de la culture et de la francophonie.

L'Afrique du Nord, mais aussi l'ensemble du monde arabe, Proche-Orient y compris, sont aux portes de la France, voire de l'Europe. La France, depuis toujours, a eu des liens avec la côte Est de la Méditerranée par les croisades, et il y a beaucoup de cela au Liban. Figurez-vous qu'au Liban, peut-être chez vous Monsieur le maire, j'ai connu un Charles de Gaulle Dupont. C'est dire à quel point la France est au coeur du Liban.

Mais le projet de Sarkozy reprend, au fond, une vieille idée française qui est ce que l'on a appelé la « politique arabe de la France du temps du Général de Gaulle ».

Il y a eu la politique arabe de la France et, dans le projet d'Union pour la Méditerranée, il y a une sorte de nostalgie de la politique arabe de la France.

Pourquoi la politique arabe de la France ?

Pour plusieurs raisons, et c'est le Libanais qui parle.

D'abord, il y a l'histoire et la géographie ; la colonisation, la francophonie, mais il y a aussi le fait que le monde arabe possède les plus grands gisements de pétrole. Il est important d'avoir, pour la France, des rapports amicaux et confiants avec le monde arabe.

Beaucoup de pétrole, cela signifie aussi beaucoup de dollars. Les Américains ont compris et on fait d'une partie importante du monde arabe leur chasse gardée. Rien n'interdit à la France ou à d'autres pays européens de se dire : *"Mais nous aussi, nous voulons nos parts du gâteau"*. Là où il y a beaucoup d'argent, on peut vendre des avions, des armes et de la technologie. Et ceci est également extrêmement important.

Autre élément important : le conflit israélo-arabe qui est devenu le conflit israélo-palestinien. La France peut espérer jouer un rôle dans le conflit israélo-arabe dans la mesure où une grande partie des Arabes fait confiance à la France mais dans la mesure aussi où, pendant longtemps, les Israéliens faisaient confiance à la France. Ensuite, ils ont mis tous leurs œufs dans le panier des Etats-Unis pour des raisons sur lesquelles il serait trop long de revenir.

Sarkozy a pensé que, du fait de ces relations particulières avec Israël, il pourrait jouer le rôle d'honnête courtier que s'étaient attribués à un moment donné les Etats-Unis d'Amérique à travers M. Kissinger, et on sait que l'honnête courtier en question était plutôt malhonnête. Tout cet ensemble de raisons a donc joué.

Ce qui a joué également, c'est le problème de la montée de l'intégrisme dans le monde arabe. Elle s'explique par deux causes différentes.

Première cause, le conflit israélo-palestinien qui a pris un aspect religieux. Malheureusement, ce n'était plus un conflit purement territorial, c'était aussi un conflit lié à la substance même du religieux, au facteur religieux proprement dit : « juifs contre musulmans ». C'est pourquoi il y a eu une espèce de violence, je dirais de haine, tout à fait exceptionnelle dans certaines phases de ce conflit, chacun y défendant à la fois sa part du sol et aussi sa part du ciel. Et les uns et les autres découpent leur part du sol et leur part du ciel. Quand cela ne va pas bien vers le sol, on se tourne vers le ciel. Quand cela ne va pas bien du côté du ciel, on se retourne du côté du sol.

Je n'oublie pas qu'en 1967, après la première défaite arabe face à Israël, M. Kadhafi, dictateur de son état, a fait un livre dans lequel il explique que si les Musulmans ont perdu la guerre face à Israël, c'est parce qu'ils ne suivent pas la voie droite, celle qui mène vers le ciel. Il a sorti, vous vous en souvenez, le petit Livre vert, la couleur rouge ayant déjà été utilisée par un certain Mao Zedong. (*Rires*)

Essayer donc d'influencer et de voir avec les pays arabes, victimes eux-mêmes du terrorisme, dans quelles mesures on peut créer à la fois des services de renseignements et des structures susceptibles de désarmer ou de désamorcer le terrorisme.

Un autre problème important est celui des flux migratoires sauvages qu'il faut, là aussi, contrôler. Il faut essayer d'éviter que le Sud pauvre vienne vers le Nord riche. Le Nord riche a souvent eu besoin du Sud pauvre. Lorsque le Nord riche n'avait pas de main d'oeuvre, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, il a fait appel aux gens du Sud. La France a fait appel aux Algériens, Marocains, Tunisiens pour Renault, la voirie, concasser des cailloux, etc., les métiers durs que les Français ne voulaient plus faire. Les Allemands ont fait appel aux Turcs. En Hollande, on a fait appel aux Turcs et aux Marocains et, à l'époque, cela allait bien. Les « 30 glorieuses », il y avait de l'argent.

A un moment donné, l'argent a manqué et on ne pouvait plus refouler tous ceux que l'on avait amenés mais on voulait surtout qu'ils ne viennent plus. On voulait limiter en quelque sorte l'émigration sauvage en la remplaçant par ce que je crois être une aberration, à savoir une immigration choisie. Je dis une aberration car qu'est-ce que l'immigration choisie ? Le terme est choisi mais la réalité, c'est que l'on prive les pays dont on accepte les émigrés de leurs meilleurs cerveaux. On les prive de médecins de talent. C'est ainsi que le plus grand cardiologue en Angleterre actuellement est un Egyptien. C'est ainsi qu'aux Etats-Unis d'Amérique, un Egyptien, il y a quelques années, a eu le prix Nobel de chimie. C'est ainsi qu'il y a eu une trentaine d'années, un Libanais, Peter Medawar, a eu le prix Nobel de médecine. C'est ainsi que le meilleur spécialiste français du cancer de la prostate est un médecin libanais à l'hôpital de la Salpêtrière.

Selon moi, l'immigration choisie est donc doublement condamnable car, d'une part, hypocritement, on a l'air d'ouvrir la porte mais on ne l'ouvre qu'aux personnes qui ont des diplômes, qui ont des capacités et qui viennent enrichir les pays riches aux dépens des pays pauvres.

Voilà un certain nombre de réflexions qui peuvent peut-être servir de point de départ à notre discussion.

Un dernier mot : cette « Union pour la Méditerranée », c'est bien. Je suis de ceux qui la souhaitent de tout cœur mais, pour bien faire, il faudrait beaucoup d'argent parce que pour mettre le Sud à niveau avec le Nord de la Méditerranée, il faut aider le Sud matériellement. Il faut lui donner les moyens d'avoir des structures, des universités, des laboratoires, une agriculture performante. Il faut donc lui prêter de l'argent pour éviter précisément que le Sud ne vienne s'infiltrer au Nord, et pour qu'il y ait un dialogue d'égal à égal entre les deux côtés de la Méditerranée.

Pour le moment, le 13 juillet, lorsque les chefs d'Etat du Nord, du Sud et de l'Est se rencontrent à Paris, il y a le début de la crise financière et économique. Elle n'a pas encore explosé. Maintenant qu'elle a explosé, où va-t-on trouver l'argent ?

C'est très beau d'avoir un Secrétariat installé à Barcelone avec cinq ou six secrétaires, un secrétaire général arabe, Barcelone étant une ville occidentale, et plusieurs secrétaires adjoints dont un

Palestinien et un Israélien, ce qui me paraît être un peu du folklore. Je ne pense pas qu'un secrétaire adjoint palestinien et un secrétaire général adjoint israélien siégeant autour de la même table vont résoudre les problèmes de 60 ans de malentendus, de guerre et de violences. Cela fait une belle photo. (*Rires*) On verra...

Ma conclusion provisoire tient en quelques mots. Ah ! Aussi un point sur lequel je voudrais attirer votre attention !

Quand la France, puis l'Europe décident de franchir le pas et de créer cette « Union pour la Méditerranée », ce qu'ils veulent et c'est sous-entendu, c'est écarter les Etats-Unis tout-puissants de la Méditerranée où règne la sixième flotte. On se dit : Bush, c'est terminé, l'image des Etats-Unis est très mauvaise désormais dans le monde, c'est le moment d'intervenir. C'était compter sans Obama qui arrive, pratiquement soutenu par un référendum, on peut le dire, mondial. Je pense qu'Obama ne va pas facilement lâcher la Méditerranée qui, pour les Etats-Unis, est un endroit stratégique : pour le pétrole, pour la défense et la protection d'Israël, pour les deux guerres qui n'ont pas fini leurs méfaits en Irak et en Afghanistan et parce que c'est la voie la plus rapide pour aller vers l'Asie à travers le détroit de Gibraltar.

On ne va donc pas éviter de nouveau la rentrée des Etats-Unis dans la politique méditerranéenne, et on voit très mal une Union de la Méditerranée dont seraient absents les Etats-Unis d'une manière ou d'une autre.

Au processus de Barcelone, les Etats-Unis avaient un statut d'observateur. Ils s'en fichaient, ils avaient une base navale avec tous leurs plus gros navires de guerre en Espagne. Ils observaient, mais c'était surtout leurs navires de guerre qui étaient là. Avec Obama, vont-ils se contenter d'avoir un statut d'observateur ? Cela m'étonnerait.

Je dis que le projet d'Union pour la Méditerranée peut se révéler un excellent instrument de dialogue et de complémentarité s'il arrive à se réaliser dans des conditions de respect réciproque de l'intérêt des uns et des autres. Il contient en lui-même beaucoup plus d'éléments positifs que négatifs et à l'heure du regroupement du monde en région, la Région euroméditerranéenne, euroarabe, inscrite naturellement dans l'histoire et la géographie, peut se révéler déterminante pour l'avenir de ses constitutions.

Cette région peut s'aider, dans un dialogue sincère entre les partenaires qui la constituent, à résoudre les très difficiles problèmes qu'elle recèle en son sein : le problème israélo-palestinien faisant partie du problème israélo-arabe, le problème de Chypre coupée en deux depuis un quart de siècle, le problème irrésolu du Kosovo, le problème kurde, celui de la candidature de la Turquie à l'Union européenne, le terrorisme et les flux migratoires.

Une question majeure, pour le moment, à mon sens, qui suspend tout le processus : peut-on lancer un tel projet nécessairement très coûteux comme tous ceux qui intéressent le développement global et intégré, à l'heure de la plus grave crise financière et économique qu'est connue l'humanité ?

Il m'apparaît quant à moi évident que ce projet, malgré son immense intérêt, sera nécessairement, à part quelques projets réalisables et pas trop coûteux, mis en veilleuse et, d'une certaine façon, minoré jusqu'à ce que cette crise institutionnelle et organique soit résolue, et qu'un nouvel ordre mondial soit appelé à voir le jour. (*Applaudissements*).

Forum Citoyen – Marseille – le 20 novembre 2008 - Méditerranée : une union pour quoi faire ?
PARLEMENT EUROPEEN - Bureau d'information pour le Sud-est - www.forumcitoyen.eu
vos commentaires, vos réactions sur www.leblogdesmidis.eu
les propos des intervenants n'engagent pas le Parlement européen en tant qu'institution.



Débat

Isabelle COUSTET.- Merci infiniment Salah Stétié. Nous allons maintenant, sans plus attendre, passer au débat. Nous allons changer un peu la configuration du plateau. Je vous remercie de bien vouloir rester avec nous, Salah Stétié. Je vais appeler les députés européens à venir nous rejoindre et les présenter.

Jean-Luc Bennahmias est Député européen depuis 2004. Il est membre de la Commission des Affaires sociales au Parlement européen et aussi membre de la Commission des pétitions qui est très importante dans son travail auprès des citoyens. Il est aussi vice-président national du MoDem.

Ari Vatanen, célèbre coureur automobile, a été Champion du monde de rallye. Il est l'un des quatre députés au Parlement européen élu dans un autre pays que celui dont il a la nationalité. Ari Vatanen est finlandais mais élu dans la circonscription du Sud Est de la France. Vous savez que la citoyenneté européenne vous permet de voter aux élections européennes si vous vivez dans un pays qui n'est pas celui de votre nationalité. Elle vous permet aussi de vous présenter aux élections européennes dans un pays qui n'est pas votre pays d'origine. Ari Vatanen est membre de la commission des affaires étrangères au Parlement européen, il appartient à l'UMP, et au PPE (Parti populaire européen).

Madame Dominique VLASTO qui était présente au début de la conférence a dû partir en raison d'obligations dues à sa charge de deuxième adjointe au Maire de Marseille, chargée du tourisme et des congrès. Elle m'a prié de l'en excuser auprès de vous.

Je n'ai pas présenté Pierre Deusy, fonctionnaire à la Commission européenne et chargé des questions économiques de la zone de l'Union pour la Méditerranée, qui a suivi les manifestations de la semaine économique de la Méditerranée et nous fait l'honneur de participer à notre débat ce soir.

Et puis, nous accueillons également Jean-Robert Henry, chercheur à l'IREMAM d' Aix-en-Provence et au CNRS. Il a beaucoup travaillé sur les attentes des sociétés civiles en Méditerranée.

Avant de vous laisser vous exprimer, puisqu'il y a toujours un moment de timidité, je voudrais poser la première question, plutôt pédagogique, à Pierre Deusy : quelle différence y a-t-il entre le processus de Barcelone qui existe depuis 1995 et l'Union pour la Méditerranée lancée en juillet ?

Pierre DEUSY.- Il est difficile d'intervenir après autant de culture et de finesse. Cela donne envie d'utiliser une phrase bien connue : *"Je ne suis pas venu pour abolir mais pour accomplir"*.

Le processus de Barcelone avait comme extraordinaire chance d'instaurer des procédures, de faire travailler ensemble et, comme on se plaisait à le dire, d'être la seule structure au monde avec l'ONU à rassembler à une même table des Arabes et des Israéliens.

De ce point de vue, l'Union pour la Méditerranée reste dans la même logique. C'est d'abord une structure qui vise à faire travailler ensemble les personnes concrètement et, grâce à ce travail collectif, à permettre plus de compréhension mutuelle et donc plus de paix.

Néanmoins, il y a quelques sauts qualitatifs entre le processus de Barcelone et le premier, celui de la coprésidence. Jusqu'alors, le processus de Barcelone était un processus qui, *de facto*, était piloté par

Forum Citoyen – Marseille – le 20 novembre 2008 - Méditerranée : une union pour quoi faire ?
PARLEMENT EUROPEEN - Bureau d'information pour le Sud-est - www.forumcitoyen.eu
vos commentaires, vos réactions sur www.leblogdesmidis.eu
les propos des intervenants n'engagent pas le Parlement européen en tant qu'institution.



la Commission, par le Nord. L'Union pour la Méditerranée est pilotée par une coprésidence, actuellement la France et l'Egypte, à la fois du Nord et du Sud. C'est une grande différence.

La deuxième grande différence est la suivante : une volonté d'utiliser plus encore que par le passé la méthode européenne. Qu'est-ce que la méthode européenne ?

C'est l'idée que par l'économique, le concret, on va aboutir au politique. Il est vrai que même si on peut défendre l'héritage de Barcelone, qui n'est pas un échec, on est resté bloqués sur une série de sujets.

A mon avis, l'Union pour la Méditerranée va rencontrer les mêmes problèmes. Il y a cette idée profondément ancrée dans l'expérience européenne que c'est à travers l'économique, le concret que l'on développe le politique, en faisant travailler les gens. D'où l'idée d'avoir un certain nombre de projets – il y en a six ou sept – selon que l'on considère que l'eau et la dépollution vont ensemble ou pas : eau et dépollution, plan solaire, autoroutes maritimes et terrestres, protection civile, enseignement supérieur et universités, les PME (petites et moyennes entreprises).

Nous avons six programmes très concrets sur lesquels il s'agit de mobiliser les énergies. Comme il a été brillamment montré, la Méditerranée, c'est d'abord une fabuleuse collection d'originalités, d'énergies, de différences. Il s'agit de les mobiliser.

Le Secrétariat aura sept objectifs. Peut-être qu'à Marseille, il y aura également une structure de pilotage intellectuel à travers un centre de réflexion macroéconomique. Quoi qu'il en soit, avec ces structures de pilotage, essayer de donner un contenu concret, mettre autour de la même table des personnes très différentes et, à travers cette méthodologie, comme on l'a fait entre la France et l'Allemagne, des personnes qui, au début, avaient des difficultés à se parler, faire travailler les personnes ensemble. Sur l'eau et la dépollution, Israël a tellement à apprendre de ses voisins ! Sur d'autres sujets, c'est différent.

Isabelle COUSTET.- Merci. Je vais poser la même question à nos deux députés européens. Quoi de neuf entre le processus de Barcelone, l'Union pour la Méditerranée ? Est-ce que, pour vous, c'est une source d'espoir ? Qu'y voyez-vous de positif et de moins positif ? En quelques mots avant que la salle pose les premières questions.

Jean-Luc BENNAHMIA.- C'est difficile de parler après un tel exposé aussi brillant et cultivé. Je dis cela sans aucune démagogie.

Clairement, il ne faut pas rêver. Vous l'avez dit, en tant que représentant de la Commission européenne, il n'y a aucun changement, mais c'est la suite du processus de Barcelone. Cela permet une nouvelle accélération du processus qui était un peu long à redémarrer après sa mise en place. Salah Stétié a dit, à la fin de son exposé brillant, ce qu'il fallait dire : cette politique sans moyens et en pleine crise financière internationale, je veux bien ! Les sept points évoqués par Pierre Deusy, et il y en a d'autres, sont des pistes importantes mais sans moyens mis par les différents Etats Nations les plus riches de l'Union européenne ! Même si nous sommes très endettés et ce n'est pas fini, il y a d'autres pays aussi qui sont moins endettés que nous qui peuvent mettre des moyens et certains pays, dans le sud de la Méditerranée, n'en manquent pas non plus. D'autres n'en ont pas. Tout se jouera sur la façon de mettre en place, dans le cadre de l'euroméditerranée, un vrai système de

développement et d'eurodéveloppement. Comment faire pour que le gouffre qui s'est créé entre les pays pauvres et les pays riches ne continue pas à augmenter ?

Je crains que si l'on redémarre de la même manière, si l'on ne part que de l'économique pour faire la même chose, on aboutisse aux mêmes failles que nous avons aujourd'hui dans le cadre de l'Union européenne. Certes, l'économie a permis en partie à l'Union européenne d'être constituée, sauf qu'entre les citoyens de l'Union et l'Union européenne s'est créé un gouffre très important d'incompréhensions quant à savoir à quoi sert l'Union européenne par rapport à eux, citoyens. C'est un grand risque, si on ne fait que de l'économique.

Salah Stétié l'a dit aussi de manière très sobre en parlant de l'immigration choisie. Il a employé des termes très simples, non excessifs. Tant qu'on n'aura pas une politique de libre circulation, de mon point de vue, sur les deux rives de la Méditerranée – je parle de libre circulation qui n'est pas égale à la notion de résidence, c'est différent – tant qu'on n'aura pas la même politique des deux côtés de l'éco-circulation, l'incompréhension entre nos différentes sociétés au nord et au sud de la Méditerranée restera aussi importante et le gouffre continuera à exister.

Je comprends que les chefs d'Etat et les gouvernements, les différents ministres des Affaires étrangères qui se sont réunis à Marseille étaient extrêmement satisfaits car cela a failli *clasher* ! D'un point de vue diplomatique, ce qui n'est pas rien dans le monde dans lequel on vit aujourd'hui, arriver à finaliser une déclaration commune avec 43 pays, c'est beaucoup ! Dans le monde dans lequel on vit, avec les tensions actuelles, ce n'est pas rien ! Bernard Kouchner avait raison de le dire : c'est une réussite.

Mais il faudra y mettre beaucoup du nôtre, je le dis aussi sans vouloir polémiquer, mais comme je suis un homme politique, je le fais : il faudra que le caractère "franchouillard" que nous avons régulièrement, et le Président de la République en a rajouté quelques couches, se mette quelque peu en sourdine. Nous sommes membres de l'Union européenne, un grand pays parmi d'autres. Il ne faut pas se mettre à dos d'autres grands pays de l'Union européenne qui pensent que ce qui a été fait avant sont aussi des choses utiles, je pense à l'Allemagne notamment, l'Angleterre, l'Italie. Il faut travailler en une large coopération. On n'est pas en train de créer la francophonie. C'est un autre sujet sur lequel on pourrait débattre, mais ce n'est pas le lieu. Il y a d'autres lieux pour cela.

Globalement, l'acte de créer l'Union pour la méditerranée, je le dis, en soi est positif s'il est suivi des faits réels dans la mise en œuvre de politique de développement que j'appelle, vous m'excuserez, "développement durable" et avec des moyens considérables mis par rapport à notre génération et aux générations futures.

Isabelle COUSTET.- Je pose la même question à Ari Vatanen. Vu de la Finlande, cette orientation vers la Méditerranée de la part de l'Union européenne est-elle quelque chose de positif et nécessaire ?

Ari VATANEN.- Du point de vue de la Finlande ou de Manosque ?

Isabelle COUSTET.- Les deux !

Ari VATANEN.- Bonsoir, Mesdames et Messieurs et Chers amis, comme vous avez vu, on ne veut pas donner la parole trop longtemps aux parlementaires européens car, au Parlement, la durée de la parole est limitée à deux minutes et une fois qu'on a parlé, on s'arrête... Non, je plaisante !

Sincèrement, il m'a fallu deux heures pour arriver de l'aéroport à ici... Peut-être que la première union qu'il faudrait penser à fonder, c'est « l'Union pour la circulation à Marseille » ! (*Rires*)

Sincèrement, c'est quand même drôle qu'un Finlandais fasse un commentaire sur l'Union de la Méditerranée. Cependant, je connais assez bien les pays maghrébins pour une raison exceptionnelle : avec la voiture, j'ai fait beaucoup de courses dans ces pays pendant 20 ans. Evidemment, cela ne m'a pas laissé indifférent. Tanger et Gibraltar ne sont séparées que par une dizaine de kilomètres et, pourtant, ce sont deux planètes différentes. Quand on regarde simplement le PIB de tous les pays de l'Afrique du Nord et le nôtre, si je me souviens bien, on est, *grosso modo*, dix fois plus riches ici. Si l'on considère la population et la proportion de jeunes là-bas, elle est très importante. Beaucoup de jeunes, dont la moitié est au chômage, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas d'espoir. Les personnes ne croient pas en leur société. Est-il possible alors de croire en une société que l'on sait corrompe ?

Quand on voit que le président algérien vient de changer la Constitution pour se faire ré-élire... Si on ne peut pas avoir foi dans son propre pays, comment participer à élaborer une constitution pour son pays ?

Les six domaines cités précédemment sont tous importants. Je ne veux pas du tout les sous-estimer mais la première chose qui manque, c'est la démocratie. Sans démocratie, on ne peut pas avoir de développement. Il me semble que c'est là notre premier devoir. Il faut aider les hommes qui ont cette aspiration à la liberté. On dit parfois que telle ou telle personne n'est pas prête pour la démocratie, mais c'est faux. L'homme est né avec la soif de la liberté. Nous, on a eu cette formation douloureuse, chacun à une période différente, il y a 100 ans, 50 ans, peu importe, et c'est notre devoir, nous qui vivons dans un pays plus ou moins démocratique, d'aider les pays qui sont à côté.

Isabelle COUSTET.- Je vais immédiatement passer la parole à la salle pour les premières questions.

UN INTERVENANT.- Bonsoir. Je suis étudiant en Droit, Economie et Sciences politiques à Aix-en-Provence. Ma question s'adresse aux députés européens : « *Méditerranée, une Union pour quoi faire ?* ».

Ma question va se permettre d'être un peu technique. Dans l'esprit du montage institutionnel qui va se faire au niveau de la Méditerranée, notamment pour mettre en oeuvre l'Union pour la Méditerranée, cela peut-il avoir une influence sur la transformation des territoires dans cette Union et, en même temps, répondre à des nécessités de développement ?

Je m'explique. Actuellement, au Maroc, il y a un débat national sur l'autonomie du Sahara qui va aboutir à une politique de régionalisation générale. Il y a aussi le conflit israélo-palestinien. Il y a également la régionalisation en Espagne qui se fait à plusieurs vitesses.

L'élargissement par le haut va-t-il répondre concrètement à la question de la décentralisation ou de la régionalisation, c'est-à-dire répondre à la question de la démocratie ?

Forum Citoyen – Marseille – le 20 novembre 2008 - Méditerranée : une union pour quoi faire ?
PARLEMENT EUROPEEN - Bureau d'information pour le Sud-est - www.forumcitoyen.eu
vos commentaires, vos réactions sur www.leblogdesmidis.eu
les propos des intervenants n'engagent pas le Parlement européen en tant qu'institution.



Isabelle COUSTET.- Votre question porte sur l'influence éventuelle de la création de l'Union pour la Méditerranée sur le rôle des collectivités territoriales à la fois dans l'Etat Nation et dans la constitution de la Méditerranée ? Il s'agit à peu près de cela ?

MEME INTERVENANT.- L'Union va-t-elle répondre aux besoins d'une nouvelle architecture territoriale dans les différents pays de la Méditerranée, notamment par rapport à, éventuellement, à la création de nouvelles formes de pôles de compétitivité, notamment dans le Sud, pour un aménagement territorial méditerranéen ?

Isabelle COUSTET.- J'imagine que vous pensez plutôt aux pays de la rive Sud ?

Pierre DEUSY.- Je vais être très clair. Je crois qu'il ne faut pas attendre de l'Union le règlement des problèmes de gouvernance interne des pays de la rive Sud.

Isabelle COUSTET.- On n'en attend pas non plus de l'Union européenne dans ses propres Etats-membres.

Pierre DEUSY.- Tout à fait. De ce point de vue-là, il faut être très clair.

J'aimerais ajouter deux choses à la suite des propos de M. Bennahmias. Il y a eu une très grande réussite de Marseille. C'est une formulation - un « *wording* » comme on dit entre nous - absolument sans précédent dans le cadre du conflit du Moyen-Orient. Voici quinze ans que l'on attend un *wording* accepté par tout le monde, et notamment par Israël, qui intègre le point de vue des Arabes. Pour la première fois, on mentionne l'initiative de « paix arabe ».

D'un point de vue politique, strictement politique, c'est une avancée considérable à mon sens, et je le dis alors que je suis de l'intérieur, beaucoup plus important que le Secrétariat. On en a fait un atout extraordinaire.

Deuxième point très important : au départ, au premier discours de Toulon (de Nicolas Sarkozy), on avait une vision de l'Union pour la Méditerranée intégrant uniquement les Etats riverains. Je maintiens qu'il est fondamental d'être resté dans la perspective de Barcelone et d'avoir intégré l'ensemble des pays européens. En effet, notre héritage méditerranéen est valable pour tout le monde. On est tous les fils spirituels de cette Méditerranée, de l'extrême Nord au Sud de l'Union.

Il faut aussi saluer l'intégration des pays balkaniques jusqu'à la Mauritanie. L'Albanie, la Mauritanie, c'était déjà le processus de Barcelone. Il s'était ouvert à d'autres pays.

C'est un deuxième point, politique, très important à mes yeux.

Jean-Luc BENNAHMIA.- Je salue l'initiative diplomatique à ce titre-là. Vous me permettez de douter que la partie de règlement du conflit au Moyen-Orient entre Israël et la Palestine ait fait un pas en avant à Marseille ces dernières semaines. Cela se saurait !

Excusez-moi, mais l'élection de M. Obama peut sans doute permettre d'aller beaucoup plus loin par rapport à cela. Si avec cela, l'Union Européenne et l'Union de la Méditerranée (le processus de Barcelone est bon pour la Méditerranée) peuvent enfin retrouver une part d'activité dans le règlement du conflit au Moyen-Orient, tant mieux. Cependant, je suis très dubitatif. Il n'a échappé à personne

Forum Citoyen – Marseille – le 20 novembre 2008 - Méditerranée : une union pour quoi faire ?

PARLEMENT EUROPEEN - Bureau d'information pour le Sud-est - www.forumcitoyen.eu

vos commentaires, vos réactions sur www.leblogdesmidis.eu

les propos des intervenants n'engagent pas le Parlement européen en tant qu'institution.



qu'aujourd'hui, en Israël, le gouvernement est en *stand-by*. Globalement, qui peut revendiquer le fait d'avoir signé ou pas ? On n'en sait rien.

J'aimerais que les choses aillent vite, j'aimerais qu'au plan international, l'ensemble des plans B, quels qu'ils soient, soient reconnus comme tels et que l'on puisse en discuter. Si tel est le cas, tant mieux. Si c'est effectivement le fait de la reconnaissance par Israël du plan proposé par les pays arabes, je suis d'accord avec vous, c'est une avancée.

Par ailleurs, concernant les institutions, il faudrait déjà, avant de passer à d'autres institutions, que l'Union Européenne, elle-même, sache sur quelle institution elle se porte. Je vous rappelle que le Traité de Lisbonne n'est pas encore validé. Ce n'est pas parce que notre Président de la République a dit qu'il était validé qu'il le serait et qu'il l'est. Il ne l'est pas. Nous sommes sur le Traité de Nice. Si vous étudiez un peu le Traité de Nice, la Constitution à côté c'était quelque chose de génial et de superbe.

Mettons déjà en place nos propres structures dans le cadre de l'Union Européenne permettant de gérer l'Union Européenne à 27 pays, et ce n'est pas simple, encore moins avec la ou les crises que nous vivons. Nous pourrions alors voir comment, par rapport aux institutions au sud de la Méditerranée, nous pourrions être porteurs d'aide dans les difficultés inhérentes entre des pays en voie de démocratisation (je ne les citerai pas) et des pays qui ne le sont pas du tout dans le sud de l'Union.

Soyons humbles par rapport à cela. La situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui demande beaucoup de volontarisme, mais aussi beaucoup d'humilité.

Pierre DEUSY.- Je réponds rapidement.

D'abord, je n'ai jamais dit que cela irait vite. Je ne crois pas au *Deus ex machina*. Peut-être que M. Obama le sera, et ce serait une excellente nouvelle pour l'humanité. Je crois aux petits pas. On a fait un petit pas, puis deux. Je vous rappelle que, pendant trois mois, avec le problème de la ligue arabe, on n'était nulle part et qu'il n'y avait plus rien. Aujourd'hui, on a la ligue arabe autour de la table avec Israël. Ce n'est pas si mal. Peut-être que cela ne va pas révolutionner le monde, mais cela fait quinze ans qu'on l'attend. Cela fait des mois et des mois aussi que l'on attend la prise en compte de l'initiative de paix arabe.

Je vais vous dire une chose très simple. Ce que l'on a fait à Paris et à Marseille, c'est une nouvelle organisation internationale. Ce n'est pas quelque chose qui procède ni de Nice ni de quoi que ce soit d'autre. Cela n'existait pas.

Quand on voit quelles difficultés on a à organiser une Union à 27 et que l'on doit s'y reprendre vingt-cinq fois, là, on a réussi en une fois à faire une Union à 43 ! Excusez-moi, peut-être que je me satisfais de peu, mais compte tenu de qui se trouve autour de la table, ce n'est pas si mal. Il est vrai que l'on a été à deux doigts du *clash*, mais il n'empêche qu'on a réussi à l'éviter...

Jean-Luc BENNAHMIA.- Indéniablement.

Pierre DEUSY.- ...entre Méditerranéens, justement avec toute cette finesse, toute cette culture, toute cette histoire, et j'en suis très heureux.

Forum Citoyen – Marseille – le 20 novembre 2008 - Méditerranée : une union pour quoi faire ?
PARLEMENT EUROPEEN - Bureau d'information pour le Sud-est - www.forumcitoyen.eu
vos commentaires, vos réactions sur www.leblogdesmidis.eu
les propos des intervenants n'engagent pas le Parlement européen en tant qu'institution.



Bien sûr, on n'a pas réussi l'extraordinaire, on n'a pas réglé le problème du Moyen-Orient, mais on a tout de même réussi à s'entendre à 43 sur des institutions qui valent ce qu'elles valent, avec les trous qu'il y a, mais c'est tout de même quelque chose de très positif.

Jean-Luc BENNAHMIA.- C'est un succès diplomatique indéniable. Nous n'avons pas le même point de vue parce que nous n'avons pas, à ce niveau-là, les mêmes prérogatives. Je le dis, c'est un « succès diplomatique indéniable ». C'est la suite qui sera plus compliquée par rapport à tout cela. Je suis en désaccord avec vous. Il ne s'est pas créé une nouvelle organisation...

Pierre DEUSY.- Juridiquement, si.

Jean-Luc BENNAHMIA.- Juridiquement si, mais sur le fond, excusez-moi, je ne vois pas comment cela peut fonctionner.

Isabelle COUSTET.- Une réaction de Jean-Robert Henry qui n'a pas encore pris la parole. Ensuite, c'est promis, nous passerons à une autre question du public.

Jean-Robert HENRY.- Entre la vérité poétique et la fiction politique je voudrais revenir sur la politique des petits pas qui a été la méthode européenne. La politique des petits pas s'appuyait sur des utopies ambitieuses. Dans la déclaration Schumann de 1950, on parle du « projet de fédération européenne » et on propose les petits pas de la CECA comme une étape pour y parvenir. Ce qui manque terriblement dans le rapport à la Méditerranée, c'est une utopie porteuse, une utopie appropriable par les sociétés du Sud.

Proposer aux sociétés du Sud d'être les voisins de l'Europe, cela leur fait une belle jambe, surtout si ces voisins n'ont pas le droit de se rendre en Europe ! C'est le problème qui reste pendant derrière le succès relatif et inattendu de la conférence de Marseille alors que, deux jours avant, on imaginait qu'il y aurait un *clash*. Il est vrai qu'il y a eu des avancées, au prix de dix heures de négociation avec Israël sur la participation de la Ligue arabe..

En même temps, cette réussite relative et modeste souligne encore plus la contradiction entre l'entente des acteurs politiques, y compris les Etats du Sud, sur différents sujets dont la non-circulation des personnes, et les attentes des sociétés civiles concernant la dimension humaine du processus de Barcelone. Cette dimension humaine, qui ne peut pas se réduire à une agitation culturelle, est devenue centrale, cruciale dans les rapports euroméditerranéens.

Elle est portée par des associations de plus en plus nombreuses et représentatives, y compris les églises qui ont dénoncé les directives de la honte, les pratiques de rétention, et elle est révélée aussi par les pratiques des individus. Il y a peut-être 10 millions de binationaux en Méditerranée qui refusent la fermeture des frontières humaines de l'Europe, instaurée depuis Schengen et qui a été renforcée par le processus de Barcelone et par le Sommet de Paris.

Avec Barcelone, on a voulu construire un espace économique sans espace humain, en espérant que le dialogue culturel ferait passer ce divorce. Au Sommet de Paris, on a développé une entente politique avec des pays du Sud tout à fait d'accord pour lutter contre les flux migratoires chez eux ! Mais ceci se fait au prix de tensions croissantes avec les attentes des sociétés. Le forum civil qui a eu lieu deux jours avant la Conférence euro-méditerranéenne, n'a pas été extraordinaire dans la formulation de ses revendications. Il a été beaucoup moins clair que celui de Marrakech, il y a deux

Forum Citoyen – Marseille – le 20 novembre 2008 - Méditerranée : une union pour quoi faire ?
PARLEMENT EUROPEEN - Bureau d'information pour le Sud-est - www.forumcitoyen.eu
vos commentaires, vos réactions sur www.leblogdesmidis.eu
les propos des intervenants n'engagent pas le Parlement européen en tant qu'institution.



ans, sous la présidence finlandaise. Cependant il a posé des questions qui ne sont pas du tout celles auxquelles tentent de répondre les politiques. Ce décalage dans la vision et la gestion de la proximité humaine en Méditerranée , va devenir de plus en plus aigu, de plus en plus tendu. Certains le perçoivent très fortement. Je pense, par exemple aux nouveaux dirigeants de la Fondation Anna Lindh qui ont envie de faire de leur fondation un lieu de réflexion sur tout le volet 3 de Barcelone et un lieu de prospective sur le devenir euro-méditerranéen. Il y a dans le rapport euro-méditerranéen des problèmes très importants dont on ne peut tirer que par des utopies ambitieuses sur le modèle européen. A un moment, Angel Moratinos avait lancé l'idée de l'Union euroméditerranéenne. C'est une idée assez intéressante pourvu qu'elle ait un contenu. Est-ce un élargissement vers le sud, ce que personnellement je souhaite ? Est-ce une coquille autour de l'Union européenne? On ne le sait pas.

Actuellement, il n'y a rien de porteur comme projet. L'UPM n'excite pas les foules, encore moins la formule « processus de Barcelone, Union pour la Méditerranée », que l'on a officiellement supprimé, mais qui reste partout présente dans le texte.

Isabelle COUSTET.- Monsieur Stétié, voulez-vous réagir brièvement à ce qui a été dit ?

Salah STETIE.- Oui, mais j'ai déjà beaucoup parlé. Je pense, une fois de plus, que le problème israélo-palestinien est au centre de tous les problèmes de la Méditerranée. C'est la priorité.

Pour des raisons liées à la faiblesse des Palestiniens, divisés entre eux, mais aussi à la faiblesse des Israéliens qui n'ont plus véritablement de *leadership*, il n'y aura pas, d'ici longtemps, un dialogue possible entre l'aveugle et le paralytique. De ce fait, l'initiative européenne va buter sur cette absence d'interlocuteurs.

Du coup, je crois de nouveau que les Américains vont être les agents les plus déterminants dans cette région du monde, et cela pour une raison psychologique évidente. C'est qu'Obama, qui a été élu par une grande majorité d'Américains, mais qui n'a pas été élu par 40 % des électeurs blancs, va nécessairement donner des gages à cette minorité blanche qui ne l'a pas élu. Il va faire en Palestine, du moins pendant les premières années, une politique peut-être plus prudente encore et plus pro-israélienne que celle de Bush.

Par conséquent, je suis assez pessimiste en ce qui concerne la solution de ce problème ou, en tout cas, sur l'éventualité d'avancées importantes dans ce problème, du moins pendant les deux prochaines années. Je ne crois pas que l'Europe puisse faire quoi que ce soit en attendant que les Américains reprennent nécessairement l'initiative.

Isabelle COUSTET.- Cela ne donne pas beaucoup d'espoir pour poursuivre notre débat.

Donnons la parole à la salle.

UN INTERVENANT.- J'ai relevé deux petites ambiguïtés dans l'Union pour la Méditerranée que l'on retrouvait dans le processus de Barcelone. J'aurais aimé avoir votre opinion sur le sujet.

La première concerne le conflit israélo-palestinien. Soit l'objectif de l'Union pour la Méditerranée est la résolution du conflit israélo-palestinien, soit c'est la mise en place d'un projet très concret, disons de « micros projets ». On entend cela partout. Le problème, c'est il y a, à chaque fois, les deux. On ne

sait pas trop quel est l'objectif, le moyen. J'ai l'impression que quelque chose reste dans le flou, peut-être volontairement. Je ne sais pas pourquoi et je vous pose donc la question.

En second lieu, on n'a pas trop parlé de l'idée de réciprocité. Cela représentait un gros problème dans le processus de Barcelone. J'ai l'impression que ça l'est encore un peu maintenant. On n'est toujours pas entre partenaires égaux. On parle d'aide, de développement, d'aide au développement ou de co-développement, avec chaque fois l'idée, derrière, que « on va vous aider à devenir plus riches, comme ça, vous nous enverrez moins de migrants ». L'ambiguïté un peu sécuritaire de l'idée « d'Europe forteresse » a été présente dans le processus de Barcelone, et c'est toujours le cas.

J'aurais aimé avoir votre avis sur ces deux points.

Isabelle COUSTET.- Il me semble que l'on a déjà un peu répondu sur le premier point.

Justement, Pierre Deusy, je voulais vous donner la parole pour savoir si l'un des effets de la mise en oeuvre quotidienne de cette politique de projets concrets ne réside pas également dans des progrès dans la transparence de la gestion et de l'administration des projets communs dans les pays du sud. N'est-ce pas aussi également un facteur d'influence non négligeable de l'Union pour la Méditerranée ?

Pierre DEUSY.- Je vais tout de même revenir sur le premier point, également en réponse à ce qui a été dit précédemment par mon voisin de droite, Jean-Robert Henry.

Isabelle COUSTET.- Tentez de rester sur la question. Sinon, on n'y arrivera jamais.

Pierre DEUSY.- Je crois que l'UPM a un cadre idéologique extrêmement clair qui est celui de la « Communauté des destins ». Aujourd'hui, l'Europe est en récession. Le sud de la Méditerranée croît à 4 ou 5 % en moyenne. Tout le monde sait très bien que parmi les marges de manoeuvre de croissance que l'on a aujourd'hui, dans la situation difficile qui est la nôtre, au nord, il y a la chance d'avoir ces voisins.

Deuxième réponse relative au fait que cela aille dans les deux sens : j'ai déjà parlé de la co-présidence.

De surcroît, le fait que les projets ne soient pas financés... Bien sûr, beaucoup de personnes...

Isabelle COUSTET.- On n'a pas encore parlé du financement d'ailleurs !

Pierre DEUSY.- Si, si. Il a été dit qu'il y avait six projets, mais pas de financement.

Isabelle COUSTET.- Ce n'est pas tout à fait ce qui a été dit.

Jean-Luc BENNAHMIA.- J'essaie d'être très pragmatique et de dire à nos concitoyens à peu près les réalités, lorsque je m'intéresse à un sujet, telles que je les ressens. J'ai le droit de me tromper.

Pierre DEUSY.- J'en reviens au point de départ. L'Europe a quelques financements, c'est vrai. L'idée de fond est celui du déclenchement. L'idée est très clairement posée : on fait des projets en ne disant pas que « l'on met tant de milliards sur la table pour régler le problème de la dépollution, du Plan solaire ou celui des PME ». On a clairement dit avoir des moyens financiers assez réduits, très

Forum Citoyen – Marseille – le 20 novembre 2008 - Méditerranée : une union pour quoi faire ?
PARLEMENT EUROPEEN - Bureau d'information pour le Sud-est - www.forumcitoyen.eu
vos commentaires, vos réactions sur www.leblogdesmidis.eu
les propos des intervenants n'engagent pas le Parlement européen en tant qu'institution.



faibles. Je n'ai jamais entendu la France dire qu'elle mettait tant de milliards pour ceci ou cela. Elle a eu une excellente idée. Cela a aussi un aspect très positif. Il y a d'énormes richesses au sud.

Il est vrai que les Marocains, comme l'a dit M. Vatanen, sont moins riches que les Français, mais les riches Marocains sont beaucoup plus riches que les riches Français.

Jean-Luc BENHAMIAS.- Cela dépend des riches Français ! (*Rires*)

Pierre DEUSY.- Si on prend le premier centime français et le premier centime marocain, je ne suis pas certain de savoir lequel est le plus fort. Il y a de l'argent au sud et il y a tout le recyclage des pétrodollars.

La question de fond, c'est que l'on a identifié politiquement et en commun un certain nombre de projets sur lesquels on peut être rapidement opérationnels. J'étais au coeur du processus. Le caractère principal de la sélection était le suivant : au début, on avait une trentaine de projets suggérés par la France et on est arrivé à trois puis à sept. Cela a évolué dans tous les sens. Le critère fondamental pour la sélection fut le suivant : combien de temps nous faut-il pour espérer, pas être certains, avoir des résultats concrets ?

On a pensé que sur un certain nombre de sujets, puisque l'on a déjà bien avancé, on pourrait aller plus vite que sur d'autres. Cela ne veut pas dire que nous avons réglé les milliards et les milliards nécessaires pour le Plan solaire. Cela veut dire que, pour ce dernier, nous avons déjà un certain nombre d'études, de contacts, de réflexions qui nous permettront d'avancer si le privé est là, si le sud est là et si les acteurs eux-mêmes y croient.

Je crois beaucoup plus à des projets pour lesquels on dit que l'on ne peut rien faire sans les gens du sud. La preuve que le gâteau est bon, c'est quand on mange le gâteau. Si, vraiment, vous croyez à votre développement et à votre avenir, mettez un peu de votre argent dedans. C'est une différence fondamentale entre la façon de raisonner avant et celle de raisonner aujourd'hui. A mes yeux, c'est vraiment de la co-appropriation. Cela a, bien sûr, des aspects négatifs. Au moins, on saura très vite si cela bouge ou non.

J'écoute souvent la Présidence française. C'est exactement ce qu'ils nous disent. Ils n'ont pas hésité à risquer l'intégralité du passage du processus de Barcelone, qui a vraiment failli mourir, qui a été à deux doigts de disparaître. Ils ont dit : « On n'est pas satisfaits ».

Jean-Robert HENRY.- Ce sont les Finlandais qui ont recollé les morceaux en 2006.

Pierre DEUSY.- Je parle des deux jours à Marseille¹. En donnant un coup de pied dans la fourmilière, on a vraiment été à deux doigts de tout perdre. L'idée était de ne pas continuer sur ces bases pendant des siècles. On passe à autre chose. Ça passe ou ça casse. L'Union pour la Méditerranée passera ou cassera, et nous le saurons assez vite.

Isabelle COUSTET.- La prochaine question sera posée par M. Teisseire.

¹ NLDR : la conférence ministérielle euroméditerranéenne qui a réuni à Marseille les 43 ministres des affaires étrangères des pays de l'Union européenne et des pays de la rive sud de la méditerranée et de l'adriatique les 3 et 4 novembre 2008 afin de mettre en oeuvre les conclusions du sommet de Paris du 13 juillet.



Jean-Pierre TESSEIRE.- Je suis ancien fonctionnaire européen et j'ai été maire de Cassis pendant quelque temps.

Je suis émerveillé parce qu'en fait, j'ai eu le sentiment que l'on répondait à la question posée en deuxième partie en première partie. « *Une Union pour quoi faire ?* » Le dialogue interculturel ! ne serait-ce que cela.

Il est extraordinaire que cette Union pour la Méditerranée offre, tout à coup, un cadre qui ne soit pas un tête-à-tête, qui ne soit pas un affrontement permanent entre des peuples qui sont là à vivre entre cette mer qui unit plus qu'elle ne sépare et que, tout à coup en Europe, il y ait une Communauté de destins. Bien sûr, il faut des moyens. Bien sûr, ils vont tarder, surtout dans cette période.

Le rôle des hommes politiques n'est-il pas aussi de tracer des chemins, d'ouvrir des perspectives et même de faire rêver ensemble des peuples qui, jusqu'à présent, n'avaient qu'une idée, celle de s'affronter ?

Je remercie M. Salah Stétié de son discours, de sa conférence extraordinaire, de nous rappeler tout ce qui nous rassemble plutôt que tout ce qui nous sépare. Et je suis très heureux que Marseille, dans cette perspective du dialogue interculturel, ait pu décrocher auprès des Institutions européennes ce rôle qui me paraissait lui revenir de « Capitale européenne de la Culture 2013 » car des actions pourront ainsi être réalisées.

Le dialogue interculturel en Méditerranée pourra progresser. J'espère que cette ville, qui a démontré la possibilité de vivre ensemble pour de nombreuses communautés qui arrivent du monde entier, en particulier de la Méditerranée, aura un rôle particulier.

Je voudrais en terminant tout simplement rappeler, mais c'est extraordinaire que ce soit un fonctionnaire qui soit finalement... comment dire... plus rêveur que les politiques... Je suis un peu à cheval sur les deux. Je vous rappellerai que ce Jean Monnet avait dit : « *Si c'était à refaire, je commencerais par la culture* ». Merci. (*Applaudissements*)

Isabelle COUSTET.- Merci pour ce commentaire qui nous redonne un peu d'espoir.

UN INTERVENANT.- Bonsoir. Tout à l'heure, un monsieur a parlé de moyens financiers. Je voudrais que l'on m'explique, sans faire de politique profonde, pourquoi M. Sarkozy, voici trois mois environ, nous a dit « *les caisses sont vides* » et que, subitement, on débloque des milliards de milliards pour les banques. Je voudrais en connaître l'explication, tout simplement. En effet, vous parliez de moyens financiers pour le solaire et compagnie. Comment se fait-il que l'on débloque des milliards de milliards d'un coup de baguette magique ?

Isabelle COUSTET.- On s'écarte un peu du sujet, mais c'est une question tout à fait pertinente que je vais plutôt poser aux parlementaires européens sur la crise financière. D'où vient cet argent ? Cette question a fait l'objet d'un "midi du Parlement européen"². Dans un forum citoyen, toutes les questions sont bonnes et j'aimerais que vous y répondiez.

² "Crise financière : que peut faire l'Union européenne?" conférence débat avec André Cartapanis, professeur à l'Institut d'Etudes politiques d'Aix-en-Provence, organisé par le bureau du Parlement européen à Marseille dans le cadre des "midi du Parlement européen" le 16 octobre 2008. Compte rendu intégral sur www.lesmidis.eu



Jean-Luc BENNAHMIAS.- Ce n'est pas le sujet fondamental. Oui, tout le monde voit bien qu'il y a un hiatus complet entre ce qui a été dit il y a quelques mois et ce qui l'est aujourd'hui par rapport aux finances, etc. Je n'ai pas envie...

Isabelle COUSTET.- La question de monsieur portait plutôt sur le fait que de l'argent a été débloqué...

Jean-Luc BENNAHMIAS.- Il n'est pas débloqué !

Isabelle COUSTET.- De la monnaie créée...

Jean-Luc BENNAHMIAS.- Il n'y a pas de monnaie créée. Il est potentiellement débloqué. C'est un débat qui demande des heures.

Isabelle COUSTET.- C'est tout simplement une question d'explication.

Jean-Luc BENNAHMIAS.- Non, car on partira sur autre chose.

Pierre DEUSY.- Je me permets de dire ceci : la crise financière a profondément révolutionné et fait sauter un certain nombre de tabous. On m'a dit, précédemment, que j'étais rêveur, mais il me semble que la Commission européenne est l'endroit au monde où j'ai rencontré le plus d'idéalistes de ma vie.

Isabelle COUSTET.- Là, vous allez contre les idées reçues. Je peux vous le dire !

Pierre DEUSY.- Je peux vous le garantir. Il en faut car travailler dans ces conditions n'est pas toujours évident. Cela prouve que l'on a vraiment besoin, que l'on est vraiment convaincu d'une nécessité et que l'on fait sauter les tabous. On a dit, pendant des années, que l'on ne pouvait pas nationaliser, et pourtant, on nationalise quand il le faut vraiment. Le jour où les personnes auront vraiment compris, partout, que la Communauté de destins n'est pas quelque chose de romantique, mais que c'est très concret, des choses se libéreront. Pour l'instant, ce n'est pas encore mûr.

MEME INTERVENANT.- Je m'excuse, mais vous n'avez pas répondu à ma question !

Isabelle COUSTET.- Je suis d'accord avec vous, Monsieur.

Pierre DEUSY.- On trouve de l'argent quand on le veut.

MEME INTERVENANT.- C'est tout de même une question importante. Certaines personnes crèvent de faim. Je pose une question précise, que l'on ait la politesse d'y répondre !

Ari VATANEN.- Monsieur, j'essaie de vous répondre. Si les banques dans lesquels les citoyens déposent leur argent déposent le bilan, ce sera une catastrophe. Il y a deux manières de les aider. Soit on leur donne un prêt que la banque devra rembourser un jour, soit on renforce les fondations financières des banques en cédant des actions. L'Etat va alors acheter les actions de la banque qui sont très basses et va alors les revendre dans cinq ans en faisant des profits. En tout cas, si les banques font faillite, c'est la catastrophe pour tout le monde. Il n'y a pas le choix, il faut éviter la chute du système bancaire.

Isabelle COUSTET.- Je vous remercie beaucoup Ari Vatanen.

MEME INTERVENANT.- Une seconde...

Isabelle COUSTET.- Merci, Monsieur, vous avez eu la parole. Je rappelle que nous avons organisé une conférence sur la crise financière dans le cadre des Midis du Parlement européen. Il y a un procès-verbal sur Internet³. Je vous remercie.

UN INTERVENANT.- J'ai deux questions à poser, l'une économique et l'autre plus concrète sur le cas de la Turquie.

Tout d'abord, ma question économique : on dit que c'est l'une des solutions pour créer un dialogue entre le Nord et la rive Sud de la Méditerranée. Aujourd'hui, le budget de l'Europe est de 1 % du PIB de l'Union européenne et on consacre seulement 6 % du budget aux aides pour les pays du Sud. Toutes ces aides ne vont pas forcément aux pays du sud de la Méditerranée. Avec 0,06 % du PIB européen pour aider ces pays-là, l'Europe prend-elle vraiment sa part de responsabilité dans l'aide vers ces pays, dans la part de l'Euroméditerranée, notamment lorsque l'on est la première puissance économique mondiale ?

Ma deuxième question porte sur le cas particulier de la Turquie. A mon avis, je le dis franchement, la Turquie est un pays européen car c'est le seul pays du monde arabo-musulman qui a librement choisi de faire la guerre civile européenne que l'on a appelée, nous, « Première guerre mondiale ». Ne serait-ce pas là une des solutions pour nouer le dialogue entre le nord et le sud de la Méditerranée que d'intégrer la Turquie, à terme, sous certaines conditions - on est d'accord - puisque Bruxelles lui a déjà décerné le titre de « pays européen » en reconnaissant officiellement la Turquie comme pays candidat ?

Salah STETIE.- Vous avez raison de soulever le problème de la Turquie. Je suis de ceux qui croient que la Turquie a le droit de faire partie de l'Europe. D'abord parce qu'une partie de la Turquie était effectivement en Europe mais, surtout, parce que la plus grande partie de l'histoire de la Turquie s'est faite avec l'Europe et dans l'Europe, ceci du point de vue de l'histoire.

Du point de vue de la diplomatie, la Turquie est un pays laïc. C'est même le seul pays musulman laïc. Le Liban est un pays laïc, mais c'est un pays multiconfessionnel. Il est laïc par la force des choses.

Ce serait extrêmement profitable pour l'Europe que d'avoir un pays musulman laïc qui puisse faire tampon entre l'Europe dont certains, sa Sainteté le Pape entre autres, nous ont dit qu'elle avait des racines judéo-chrétiennes. On a donc introduit la dimension religieuse en Europe et dans la politique, ce qui est regrettable. En effet, cet argument du Pape a été repris par M. Giscard d'Estaing notamment. Par conséquent, il est bon d'avoir un pays musulman qui joue un rôle d'intermédiaire entre l'ensemble judéo-chrétien et l'ensemble arabo-musulman, mais pas seulement arabo-musulman car beaucoup de pays ne sont pas arabes, mais sont musulmans.

³ voir note 2 : www.lesmidis.eu



A mon sens, ce serait une grave erreur que de fermer la porte au nez de la Turquie alors qu'elle est demanderesse et qu'elle le fait avec une forme de rationalité, mais aussi de passion. Cette rationalité et cette passion l'aident, me semble-t-il, pour son entrée en Europe.

Jean-Luc BENNAHMIA.- Au sujet de la Turquie, je n'ai rien à ajouter à ce que vous venez de dire, je suis entièrement d'accord. On connaît ici cependant les conditions à remplir en préalable, notamment la reconnaissance du génocide arménien, ce qui n'est pas rien, et d'autres conditions sur la démocratie. Sur le fond, ce que vous venez de dire, historiquement, culturellement, est totalement juste.

J'insiste à nouveau : on ne tiendra pas avec le montant actuel du budget européen. Là, on est en pleine campagne européenne qui va, en partie, se jouer dessus. On ne tiendra pas les objectifs de l'Union Européenne par rapport aux coopérations avec le reste du monde si on reste à un budget à 1 % du PIB. C'est impossible !

Qui devra décider d'augmenter la part budgétaire au-delà du 1 % du PIB ? La chose est simple. Nos Etats Nations, notamment les plus riches d'entre eux, doivent décider. Là, le Parlement Européen et la Commission Européenne sont comme deux ensembles entièrement d'accord pour dire que l'on peut monter à 1,1, 1,2, 1,24 ou 1,26 %. C'est même écrit noir sur blanc, voire même en couleur. Mais ce sont les Etats Nations qui ne le veulent pas. Globalement, on est obligé d'aller dans cette direction. Si l'on part, d'un point de vue économique, sur quelques plans de relance économique, au sens keynésien du terme ou post-keynésien, on sera obligé de se donner les moyens.

Reste à ce que les grands Etats Nations se mettent d'accord. Encore une fois, on revient aux dettes publiques. Vous avez bien remarqué que les Etats Nations ayant moins de dette publique disent : « Attendez, ce n'est tout de même pas nous qui allons financer votre relance, à vous, Français, qui avez une grosse dette publique ». Je schématise.

Globalement, on peut augmenter la part à donner dans les moyens à mettre par Etat Nation sur le plan de l'Union européenne. On peut l'augmenter à coût et à impôt constants. Tout dépend si l'on caractérise les dépenses que nous faisons. Il est utile d'avoir un budget de recherche de l'Union européenne, ainsi qu'un budget de défense. J'en passe. Cela n'augmente pas les dépenses, ça les concentre un peu plus.

Ce sont quelques idées comme ça, mais c'est obligatoire. On sera obligé de faire cela pour la réussite de l'ensemble des projets nécessaires. Il s'agit, de ce point de vue, de ne pas laisser à d'autres grands continents le choix de faire cela à notre place. Il n'y a pas d'autre solution. Dans les mois qui viennent, cela dépend de nous. C'est nous qui votons.

UNE INTERVENANTE.- Je suis élève en classe préparatoire économique et commerciale. Je voulais vous demander si la peur d'une espèce « d'invasion de migrants » du sud vers l'Europe n'est pas surestimée. L'Europe avait déjà cette crainte lorsqu'elle s'était élargie aux pays de l'Europe de l'Est. Pourtant, cela ne s'est pas du tout passé comme on l'avait craint.

Isabelle COUSTET.- Je dois signaler que dans le dernier eurobaromètre concernant la France et les élections européennes, les préoccupations des français sur la question de l'immigration viennent bien après la préoccupation de l'inflation et la crainte des conséquences pour l'économie de la crise financière.

Forum Citoyen – Marseille – le 20 novembre 2008 - Méditerranée : une union pour quoi faire ?
PARLEMENT EUROPEEN - Bureau d'information pour le Sud-est - www.forumcitoyen.eu
vos commentaires, vos réactions sur www.leblogdesmidis.eu
les propos des intervenants n'engagent pas le Parlement européen en tant qu'institution.



Jean-Robert HENRY.- Les acteurs politiques surestiment trop l'attitude de l'opinion, l'hostilité de l'opinion envers les migrants. Lorsque l'on considère une ville comme Marseille où il y aurait, paraît-il, 30 % de Musulmans, chiffre qui servirait de base aux politiques de la ville, cela ne se passe pas si mal. Cette peur des migrants paraît la conséquence d'une politique de fermeture des frontières de l'Europe mal pensée, décidée de façon aléatoire il y a une vingtaine d'années. Elle n'a jamais fait l'objet d'évaluations. Elle a produit beaucoup d'effets pervers, bien sûr les "noyés", mais aussi une envie d'Europe absolument irrépressible au sud. Or, il faudrait avoir le courage de revenir sur cette politique. Il y aurait une révolution culturelle, ainsi que pédagogique et politique, à faire auprès de l'opinion pour essayer de lui montrer que le risque migratoire n'est pas du tout ce que certains imaginent qu'il pourrait être. C'est très important.

On a l'impression aujourd'hui de vivre une sorte de tentation identitaire de l'Europe, qui se fait contre l'Islam et, en même temps, contre les migrants dans une sorte de « guerre des spermatozoïdes » complètement ahurissante, ne correspondant pas du tout à la philosophie et à l'esprit du projet européen qui se voulait, au début, un cercle vertueux, un espace de paix et de tolérance ouvert sur le monde. Actuellement, on est en train de s'enfermer dans le cercle fermé d'une « Europe forteresse ». On est à cent lieux de l'Europe sans rivages que voulait François Perroux il y a 50 ans. C'est une évolution remarquable et dangereuse.

Or, il me semble que le rapport à la Méditerranée est, plus que jamais, constructeur du projet européen. Il oblige l'Europe à choisir entre deux projets : soit revenir au cercle vertueux des origines, soit se réfugier dans ce cercle identitaire fermé tendant à faire de la Méditerranée et du monde musulman l'horizon d'altérité d'une Europe intégrée dans la communauté atlantique. Je pense que l'avenir de l'Europe passe, au contraire, par un recentrage sur la Méditerranée, sur son héritage ancien et moderne de ce côté-là. C'est le seul moyen de faire de l'espace méditerranéen un espace de paix. Pour cela, il faut assumer la Méditerranée comme un espace humain commun, c'est-à-dire assumer la proximité humaine avec toutes ses conséquences. On ne peut pas construire une communauté de destin s'il y a un hiatus économique énorme de part et d'autre et si les hommes ne circulent pas. Un destin commun ne peut être un destin d'apartheid. Beaucoup de sociétés au sud souhaitent adhérer à l'UE. La Turquie n'est pas la seule à l'avoir demandé : le Maroc aussi l'a demandé par deux fois. Depuis, il l'a fait des progrès démocratiques énormes. Il faudra bien en tenir compte un jour ou l'autre.

Pierre DEUSY.- Il ne le demande plus.

Jean-Robert HENRY.- Si, de façon indirecte.

Pierre DEUSY.- J'ai bien aimé votre question. En effet, fondamentalement, et cela permet de rebondir sur ce qui vient d'être dit, aujourd'hui, je ne suis pas du tout certain que, pour un jeune Marocain, passer en Europe soit la meilleure façon de se construire un destin personnel épanoui. Il y a un dynamisme aujourd'hui et des opportunités au sud au moins aussi fortes qu'en Europe. Il faut noter ce point.

Toutes les études montrent, alors que ce n'était pas du tout le cas dans les années 70 ou 80 et au début des années 90, qu'aujourd'hui, depuis le milieu des années 90, le sud croît plus vite que le nord. C'est vraiment ce qui a changé. Aujourd'hui, la croissance du Maroc, de la Tunisie, de l'Egypte et de la Turquie est un élément moteur pour notre propre croissance.

Forum Citoyen – Marseille – le 20 novembre 2008 - Méditerranée : une union pour quoi faire ?
PARLEMENT EUROPEEN - Bureau d'information pour le Sud-est - www.forumcitoyen.eu
vos commentaires, vos réactions sur www.leblogdesmidis.eu
les propos des intervenants n'engagent pas le Parlement européen en tant qu'institution.



Jean-Robert HENRY.- Alors pourquoi faire une politique d'apartheid en Méditerranée ?

Pierre DEUSY.- C'est un grand mot. La politique d'apartheid en Méditerranée se trouve des deux côtés.

Lorsque je lis la littérature égyptienne jusqu'aux années 50, elle décrit une société profondément multiculturelle avec tous les restes de toutes les hérésies chrétiennes qui cohabitent. Toute notre histoire religieuse et philosophique était présente. C'est encore un peu le cas en Syrie, mais de moins en moins le cas au Liban où il y a une émigration chrétienne absolument catastrophique.

Bien sûr, il y a des contre-exemples. La nomination de M. Azoulay à la tête de la fondation Anna Lindh⁴ était fabuleuse. Que le Maroc propose un juif pour diriger la fondation Anna Lindh était une très belle image.

Combien reste-t-il de juifs en Tunisie ? Quelle est la situation des chrétiens en Egypte et des minorités ? Cette question se pose. C'est bien de se remettre en question nous, au nord, par rapport à notre refus de la différence. J'ai cependant le sentiment qu'une ville comme Marseille est plus fondamentalement culturelle qu'une ville comme Alexandrie. Ce n'était pas le cas il y a 50 ans.

C'est une question à poser des deux côtés de la Méditerranée, pas seulement d'un côté. Je le regrette.

Jean-Robert HENRY.- On ne peut pas généraliser. Un pays comme le Maroc a fait des efforts considérables d'ouverture. Il y a un musée judéo-marocain au Maroc.

Pierre DEUSY.- Donnez-moi un autre exemple.

Jean-Robert HENRY.- Moi, je vous parle de cet exemple. Je n'ai pas à vous en donner d'autres.

Si l'Europe élargissait son cercle vertueux à la Turquie, peut-être que le Maroc et le couple « Israël – Palestine » auraient une autre vision du projet européen. Il n'y aurait pas cette idée que l'on est en train de construire un mur en Méditerranée tout à fait à l'image du mur de Palestine.

Isabelle COUSTET.- Nous allons prendre encore deux questions. Ensuite, je vous demanderai à tous de conclure en répondant à la question « *Méditerranée : une Union pour quoi faire ?* »

Je donnerai le mot de la fin à Salah Stétié qui nous a fait l'honneur d'introduire le débat.

UN INTERVENANT.- Mesdames et Messieurs, bonsoir. Je voudrais d'abord rendre hommage à une personne qui nous a quittés il y a peu de jours. C'était un éminent Marseillais, M. Temime, un homme qui a étudié l'intégration. Il nous a présenté beaucoup de choses sur ce que devrait être le vivre ensemble en ayant des hommes et des femmes de pays différents et des idées différentes.

Je suis d'origine portugaise et j'ai appris au Portugal... Tout à l'heure, on faisait référence à Vasco de Gama. Ce dernier partait pour prêcher la foi chrétienne. Mais on a oublié de dire toutes les richesses

⁴ NLDR : André Azoulay, conseiller du Roi du Maroc, a été nommé en 2008 Président de la Fondation Annah Lindt pour le dialogue entre les cultures. Cette fondation a été créée dans le cadre du processus de Barcelone en 1995 et a pour but de rassembler les organisations de la société civile travaillant pour le dialogue dans la région euroméditerranéenne.



qu'il a rapportées et de quoi il a vidé les pays par où il est passé ! L'économie portugaise d'aujourd'hui n'a malheureusement pas bénéficié de cela. Le Brésil est un exemple de ce qu'il ne faut peut-être ne pas faire entièrement.

Ma seule question est la suivante : pouvons-nous éviter ce qu'il se passe aujourd'hui en Europe ?

Le Portugal n'a pas intégré ces personnes venant des anciennes colonies de langue portugaise. Ils ne se sont pas intégrés au Portugal et le Portugal est, en Europe, l'un des plus anciens participants à la Communauté Européenne.

Que pensons-nous de l'Irlande qui doit revoter, peut-être en 2009, pour que le Traité de Lisbonne disparaisse ?

Comment pouvons-nous créer une Méditerranée ?... Pardonnez-moi si je ne suis pas entièrement d'accord avec tout ce qui se dit, car c'est très beau de signer des papiers, sauf que les résultats ne viennent pas. Nous ne pouvons pas utiliser des fonds qui n'existent pas pour des choses qui ne sont que des rêves.

Approchons les hommes par les universités, par les écoles et la formation et non pas par le désir de certains d'aller chercher à nouveau d'un autre côté de la Méditerranée des richesses qui ne sont pas convenues. Vous disiez, tout à l'heure, qu'il y a des personnes, là-bas, qui sont très riches, plus riches que celles qui sont ici. Ces mots-là ne sont pas très jolis lorsque l'on veut intégrer. Merci beaucoup. (*Applaudissements*)

M. MELKA - Je suis responsable des Relations internationales pour l'académie d'Aix - Marseille, donc du monde de l'éducation. Je remercie la personne qui a posé la question précédente.

Je pose la même question que celle posée par la modératrice. Je serais très intéressé, au moment des conclusions, d'entendre parler du devoir de service que nous avons auprès de nos étudiants, de nos jeunes, de nos écoles, notamment par rapport à la question de la mobilité.

On a eu des approches qui vont nous aider dans notre réflexion, des approches géostratégiques, géopolitiques. L'idée de mobilité, l'idée du risque pris par le jeune quant au fait de découvrir, de rencontrer l'autre, de faire un pari sur la rencontre, c'est ce que nous essayons de provoquer, de susciter dans notre service d'éducation information. Ce que nous avons entendu ce soir resitue bien le contexte culturel, politique, économique.

Un petit rappel modeste : au moment de répondre à la question « *Une Union pour quoi faire ?* », il faudra se demander ce qu'il en sera pour nos fils ? On a dit que nous étions les fils de la Méditerranée. Je pense donc à nos filles et à nos fils. « *Une Union pour quoi faire ?* » C'est un simple rappel au moment de conclure.

Isabelle COUSTET.- Je vais demander à chacun des intervenants de répondre en quelques mots. Quelle est votre priorité dans cette construction de la Méditerranée .Je donnerai le mot de la fin à Salah Stétié.

Jean-Luc BENNAHMIAS.- J'élargis au-delà de ce qui a été fait.

Forum Citoyen – Marseille – le 20 novembre 2008 - Méditerranée : une union pour quoi faire ?
PARLEMENT EUROPEEN - Bureau d'information pour le Sud-est - www.forumcitoyen.eu
vos commentaires, vos réactions sur www.leblogdesmidis.eu
les propos des intervenants n'engagent pas le Parlement européen en tant qu'institution.



« Une Union pour quoi faire ? »

Pour que la liberté de circulation existe entre les différents êtres au sud et au nord de la Méditerranée. On peut le faire nous, quand on est blancs ou d'origine française, en tout cas blancs ou noirs mais d'origine française. C'est valable pour les autres pays européens, mais ce n'est pas vrai dans le sens inverse. Ceci est absolument inacceptable.

« Une Union pour quoi faire ? » Justement pour cela.

Une Union, globalement, car cette circulation libre permettrait sans doute que les différents conflits existants dans ces différents pays, notamment au sud de la Méditerranée ou à l'est de la Méditerranée, aient un début de fin. C'est par ces choses que nous sommes arrivés, dans le cadre de l'Union européenne à 27, à faire que des pays qui n'étaient pas démocratiques le deviennent par eux-mêmes à la demande de leurs propres citoyens. Les choses avancent dans le cadre démocratique. On n'était pas à la place des autres. Lorsque vous regardez l'histoire de l'Union européenne, notamment des 12 pays nouveaux entrants, les choses ont largement avancé en 30 ans. C'est le moins que l'on puisse dire.

Isabelle COUSTET.- Merci Jean-Luc Bennahmias : vos deux priorités donc : la démocratie et la libre circulation.

Ari VATANEN.- Monsieur Henry a dit, il y a quelque temps, qu'il fallait de l'utopie dans la vie. Lamartine a dit : « *Qu'est-ce que l'utopie ? Ce n'est que la vérité prématurée* ». Quand on a commencé à parler « d'Union européenne », c'était en 1943. La guerre était encore partout. On ne savait même pas qui allait gagner. Imaginons son utopie et la façon dont elle s'est concrétisée jusqu'à maintenant.

Aujourd'hui, la Turquie représente le prochain grand défi. Qu'est-ce que la raison d'être de la Communauté européenne ? C'est de construire la paix. C'est notre raison d'être, rien d'autre. Tout le reste, ce sont les conséquences de la construction de la paix. Comment peut-on dire que la construction de la paix va s'arrêter à telle ou telle frontière ? Evidemment, on ne le peut pas ou peut-être à terme, dans 50 ou 60 ans. Je n'en sais rien. C'est la bonne direction qui compte.

Le prochain pays, après la Turquie, sera l'Ukraine. Peut-être qu'un jour, les pays maghrébins, Out comme l'avait fait l'Espagne qui fait aussi partie de la Communauté européenne, auront rempli les critères. Il faut aider ces pays à se démocratiser. S'il n'y a pas de démocratie, il n'y a pas d'espoir. Si un enfant n'a pas d'espoir, c'est à cause de cela.

Isabelle COUSTET.- Merci Ari Vatanen : votre priorité : la démocratie.

Pierre DEUSY.- Je voulais juste avant de conclure dire que l'enseignement supérieur fait partie des six priorités que l'on va donner à l'Union pour la Méditerranée. Justement, cette volonté existe.

« Une Union pour quoi faire ? » Pour accomplir notre destin. Je le dis sincèrement, je crois que, comme cela a été dit, notre identité européenne a été construite autour de la Méditerranée. Sans cette Union méditerranéenne, on marche sur un seul pied. Je pense que cette Union est là pour accueillir, pour vivre en complétude et retrouver notre identité.

Forum Citoyen – Marseille – le 20 novembre 2008 - Méditerranée : une union pour quoi faire ?
PARLEMENT EUROPEEN - Bureau d'information pour le Sud-est - www.forumcitoyen.eu
vos commentaires, vos réactions sur www.leblogdesmidis.eu
les propos des intervenants n'engagent pas le Parlement européen en tant qu'institution.



Isabelle COUSTET.- Merci Pierre Deusy : pour vous il s'agit d'accomplir un destin commun.

Jean-Robert HENRY.- Le problème, c'est le contenu. Je crois beaucoup au modèle européen. On a eu un destin commun, une utopie commune qui a débouché de façon extrêmement progressive sur du concret et un espace humain commun. Pour les étudiants, par exemple, Erasmus a créé un espace européen universitaire. Mais Erasmus méditerranéen, qui était dans les différents projets récents dans les fameux dix ou onze projets, a été mis de côté à cause du problème de mobilité des personnes.

Isabelle COUSTET.- Je sens que vous allez repartir dans un débat avec Pierre Deusy ! votre conclusion en deux mots : la Méditerranée : que voudriez-vous qu'elle soit ?

Jean-Robert HENRY.- L'avenir de cette région et la réponse aux défis urgents qui s'y posent nécessitent qu'on s'entende très vite sur une utopie porteuse, sur un projet fondateur et largement partagé, visant à faire de la Méditerranée un véritable espace humain commun. J'ai beaucoup travaillé sur l'histoire coloniale et je suis effaré de voir à quel point l'Europe se trouve dans une situation très proche de certaines métropoles par rapport à leurs colonies à un moment donné. L'Europe n'a pas de réponses à la hauteur des attentes, des défis et des besoins des sociétés, à commencer par la gestion de leur proximité.

UN INTERVENANT.- Entre l'utopie et le rêve, il y a la réalité ! (*Applaudissements*) Vous voyez ce que je veux dire !

Jean-Robert HENRY.- Ce qui compte c'est l'articulation entre les deux. Si vous avez les petits pas sans l'utopie, ça ne débouche sur rien. Si vous avez l'utopie sans la politique du possible, vous n'avez rien non plus. L'Europe, malgré tous ses défauts est la moins médiocre réalisation des relations internationales depuis 50 ans. Il faut tirer les leçons du modèle européen et appliquer les recettes de ce modèle à l'espace méditerranéen. (*Applaudissements*)

Isabelle COUSTET.- Salah Stétié, je vous laisse le mot de la fin.

Salah STETIE.- Tout d'abord, je voudrais me féliciter et vous remercier que cette réunion se passe dans une ville qui, je le rappelle, a un nom phénicien et dans un endroit qui s'appelle l'Alcazar qui est un nom arabe.

Je terminerai par deux citations.

On parle « d'union » et on a parlé de la Turquie. C'est un quatrain d'un grand poète persano-turc du 13^{ème} siècle, Djelal Eddine Roumi qui, parlant de l'humanité, dit : « *Du néant est partie notre caravane porteuse d'amour. Le vin de l'union illumine éternellement notre nuit. De ce vin que n'interdit pas la religion d'amour, nos lèvres seront humectées jusqu'à l'aube du néant.* »

L'autre citation est celle d'un écrivain portugais, Miguel Torgua, qui dit : « *L'universel, c'est le local moins les murs.* »

Merci. (*Applaudissements*)

Forum Citoyen – Marseille – le 20 novembre 2008 - Méditerranée : une union pour quoi faire ?
PARLEMENT EUROPEEN - Bureau d'information pour le Sud-est - www.forumcitoyen.eu
vos commentaires, vos réactions sur www.leblogdesmidis.eu
les propos des intervenants n'engagent pas le Parlement européen en tant qu'institution.



Isabelle COUSTET.- Avant de nous séparer, je voudrais vous dire que nous vous offrons un petit verre de l'amitié « bio ». Nous avons fait attention à votre santé, mais aussi au réchauffement climatique.

Le Forum citoyen se termine à 21 heures.

Forum Citoyen – Marseille – le 20 novembre 2008 - Méditerranée : une union pour quoi faire ?
PARLEMENT EUROPEEN - Bureau d'information pour le Sud-est - www.forumcitoyen.eu
vos commentaires, vos réactions sur www.leblogdesmidis.eu
les propos des intervenants n'engagent pas le Parlement européen en tant qu'institution.

